

## FISSURES N° 009



**Assèchement des liquidités, hausse des prix des produits alimentaires et Ressources naturelles en crises :**  
**le Nord- Kivu dans l'œil du cyclone.**

*Goma, mars 2009*

# TABLE DES MATIERES

## 0. Introduction :

"Agir sur les enjeux économiques par le dialogue", *Dominic Johnson* .....4

## 1. Crise financière à Goma : une dure réalité

1.1. Dutch International à Goma, *Prosper Hamuli* .....7

1.2. Réduction dramatique des liquidités, *POLE / CREDAP* .....8

1.3. Crise financière crise et alimentaire à Goma: état des lieux et  
pistes de travail, *Adelard Mineene* .....12

## 2. Crise alimentaire à Goma : une fatalité ?

Indices des prix des produits de première nécessité à Goma :

peut-on éviter la crise alimentaire ? *Paul Senzira* .....14

## 3. Ressources naturelles congolaises : entre crises locales et crise globale

La crise minière et le débat autour du rôle des ressources

naturelles dans les conflits en RDC, *Dominic Johnson*.....29

**CONCLUSION GENERALE, *Onesphore Sematumba*.....36**

## SIGLES

ADEVEVI	: Association des Vendeurs des Vivres
AFDL	: Alliances des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
BCC	: Banque Centrale du Congo
BGR	: Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe
CNDP	: Congrès National pour la Défense du Peuple
CNFCT	: Comité National de Facilitation du Commerce et du Transit
COOPEC	: Coopérative d'Épargne et de Crédit
CREDAF	: Comité de Réflexion sur le développement Agro-pastoral au Nord-Kivu
EAD	: Entité Administratives Décentralisées
FAC	: Forces Armées Congolaises
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	: Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
GTZ	: Coopération Technique Allemande
MONUC	: Mission d'Organisation des Nations Unies au Congo
MPC	: Mining Processing Congo
OCC	: Office Congolais de Contrôle
OFIDA	: Office des Douanes et Accises
OGEFREM	: Office de Gestion du Fret Maritime
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PARECO/FAP	: Patriotes Résistants Congolais / Forces Armées Patriotes
PASMIF	: Programme d'Assistance au Secteur de la Micro Finance
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RAMIF-NK	: Réseau des Associations de la Micro – Finance / Nord- Kivu
RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-K/ML	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Kisangani / Mouvement de Libération
RDC	: République Démocratique du Congo
SONAS	: Société Nationale d'Assurance

## 0. INTRODUCTION

### AGIR SUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES PAR LE DIALOGUE

*Dominic Johnson*  
*Pole Institute*

Les Congolais vivent, début 2009, une crise économique aux dimensions multiples dont les effets sociaux et politiques s'annoncent sous de mauvais augures. Hausse des prix, chute de la production nationale, désorganisation du système financier – l'horizon de survie quotidien en RDC s'est brusquement assombri. La chute de la monnaie nationale, la fermeture de beaucoup de comptoirs miniers et la non-réalisation prévisible des planifications de croissance et de budget pour 2009 sont autant de dimensions visibles d'une crise qui peut encore aller beaucoup plus loin. La crise globale, d'abord énergétique et alimentaire, puis financière et enfin économique, y a joué certainement un rôle, tout autant que les problèmes spécifiques congolais: insécurité prolongée dans certaines régions agricoles parmi les plus productives, incertitude judiciaire freinant les investissements miniers et autres, persistance de la « loi de la jungle » dans beaucoup de transactions commerciales.

Lors d'un atelier de travail le 20 janvier 2009, Pole Institute a amorcé des réflexions autour des multiples dimensions de la crise locale que vivent les populations du Nord-Kivu – crise alimentaire, crise financière, crise énergétique, enfin crise minière. La présente publication reprend l'essentiel des présentations de cet atelier ainsi que certaines recherches et constats dégagés des travaux antérieurs.

En première place, nous expliquons la profonde crise de confiance qui a ébranlé le secteur financier de Goma, notamment la micro-finance, depuis l'« affaire Dutch » de 2008. Cette escroquerie a causé la ruine d'un bon nombre de petits épargnants et a donné lieu à un vif débat autour de la fragilité des institutions financières locales. Explications par Prosper Hamuli-Birali de Pole Institute, complétés par un appel public du CREDAP et de certaines autres organisations locales, suivis par une présentation globale du contexte de crise par Adelard Mineene, responsable de la Coopec-Imara.

En deuxième place, nous présentons une recherche détaillée des évolutions des prix à Goma entre 2001 et 2009 ainsi que des stratégies de survie des ménages face à la hausse des prix alimentaires. Menées par Paul Senzira de l'Université de Goma, ces recherches montrent qu'après des années de baisse constante entre 2001 et 2005, correspondant à peu près à la fin de la guerre et à la mise en place de la transition, les prix ont recommencé à monter depuis et sont aujourd'hui plus élevés que pendant la guerre. Ceci entraîne une insécurisation et un appauvrissement général des ménages dont le niveau de vie et de consommation a sensiblement baissé pour faire face à la situation.

En dernier place, nous analysons les mutations du secteur minier à l'Est du Congo consécutive à la crise économique mondiale et aussi aux tentatives de réforme locale.

Cette démarche s'inscrit dans une tentative de mieux saisir les enjeux de cette situation et, par l'animation d'échanges entre acteurs stratégiques au niveau local, dénicher des pistes de sortie qui permettent d'avancer même sous l'hypothèse d'un environnement national et global toujours défavorable.

Dès 2007, Pole Institute s'est efforcé de travailler sur une question fondamentale dont la non-résolution compromettrait toute perspective de relance économique à l'Est de la RDC: la non-adaptation des règles du commerce transfrontalier aux réalités du terrain, ce qui pousse la majorité

des activités économiques surtout dans le transfrontalier de rester dans l'informalité, si ce n'est carrément dans l'illégalité. Dans un contexte où tout le monde convient qu'une meilleure collaboration entre les pays et les populations des Grands Lacs est indispensable pour engager la région dans la voie d'un développement équitable et partagé, trouver d'autres formules pour les échanges à travers les frontières devient une nécessité politique.

Ceci a été à la base de toute une série d'ateliers d'échanges que nous avons animés à l'Est du Congo début 2008. Ces échanges se sont vite élargis de la problématique du commerce à toute une série de questions sur l'ensemble des enjeux économiques dans la sous-région: relations entre secteur formel et secteur informel, relations entre secteur privé et administrations publiques, relations entre opérateurs économiques de différents pays, besoins d'investissement dans les infrastructures énergétiques et routières, relance de l'agriculture de base, réformes du secteur minier, pour n'en citer que quelques-uns. Puis, dans le cadre du réseau international « Le Commerce au Service de la Paix » avec les coopérations britannique (DFID) et américaine (USAID) ainsi que la communauté économique régionale Comesa, les échanges transfrontaliers dans certains secteurs de l'économie ont été approfondis pour mettre en vue des solutions pratiques à mettre en oeuvre dans un cadre transfrontalier.

Aujourd'hui, Pole Institute continue à élargir ces réflexions croisées tout en négociant leur atterrissage. Il s'agit de se situer dans le vécu des populations de l'Est du Congo et comprendre les enjeux de leur survie dans un contexte de crise économique. En même temps, les échanges transfrontaliers vont se poursuivre dans le but de saisir les potentialités qui s'ouvrent dès qu'on dépasse les cloisonnements, en fournissant l'effort de mieux comprendre les intérêts partagés et opposés, les problèmes communs et les solutions possibles. Les impacts de l'évolution du secteur des ressources naturelles sur les plans national et global sont une troisième dimension qu'il faut prendre en compte. Mais sans une base solide dans les réalités du terrain, ces échanges ne mèneraient que vers d'autres projets de relance ancrés uniquement dans les bonnes intentions et vite rangés dans les tiroirs. Il s'agit aussi de reconnaître les dynamiques de réforme là où elles existent malgré tout, et qui seraient menacées si le contexte défavorable se prolongeait dans le temps.

Nos réflexions et nos débats avec les acteurs stratégiques autour de la crise alimentaire, financière et minière à l'Est de la RDC le 20 janvier 2009 à Goma ont abouti à une série de constats qui vont plus loin que les exposés qui sont repris dans cette publication.

### ***Les conflits armés répétés à l'est du Congo ont exacerbé la crise.***

Par exemple, les déplacements répétés de populations entraînent l'abandon des champs et l'afflux des populations affamées dans des villes ou des camps qui ne produisent plus leur propre nourriture. L'érection de barrières sur les routes pour y percevoir des taxes au profit de l'un ou l'autre des multiples groupes armés entraîne la hausse des prix dans les villes et la réduction de circulation des marchandises. Il est difficile de ne pas voir dans ces développements des actes volontaires qui ont pour but de tirer plus de revenus d'une population déjà exsangue. Comme le dit un des participants: « La crise est en grande partie voulue; elle est transmise ».

### ***La prédation reste le mode d'enrichissement préféré des élites.***

Cela plonge les autres dans la crise, même en l'absence de conflits armés. Les surtaxations aux barrières routières constituent l'expression la plus commune et la plus simple de ce mode d'enrichissement par la cueillette. Mais d'autres montages plus insidieux et des spéculations financières hasardeuses, comme l'affaire « Dutch International » dont il est beaucoup question dans les présentations - où 13 millions de dollars des épargnants de Goma se sont littéralement évaporés- plongent les autres dans la crise, même en l'absence des conflits armés.

***La « banalisation de la crise » empêche les populations de développer des modes adéquats de sortie.***

Il est devenu courant de renvoyer toute la responsabilité des crises sur le reste du monde, qui exploiterait les richesses du Congo et empêcherait le retour à la stabilité. De là, on ne pense même pas à valoriser la production locale et à construire des modes d'exploitation de ressources naturelles qui profitent davantage à la population. Les revenus, quand ils arrivent, plutôt que d'être investis dans des projets productifs pour promouvoir l'économie locale, servent à entretenir la construction et la consommation ostentatoires. Le manque généralisé de confiance fait que personne n'ose placer son argent dans une venture dont il ne contrôle pas l'issue.

***Il y a des réserves énormes de capitaux locaux qui pourraient servir à la relance économique locale.***

Chaque mois, 1 billion de dollars américains transitent par les banques du Nord-Kivu, mais le système financier ne sait pas les utiliser pour irriguer un circuit d'épargne, de crédit et d'investissements. La plate-forme de gaz méthane que le Rwanda a construite sur le lac Kivu a coûté moins que les 13 millions de dollars qui sont disparus dans « Dutch International » à Goma, mais beaucoup de Congolais sont convaincus que leur pays n'a pas les moyens de s'investir dans un tel projet.

***Les crises alimentaires, financières et minières doivent être comprises dans leur ensemble pour développer des politiques d'avenir.***

Sans réforme du secteur financier, pas de relance possible de l'agriculture; sans régularisation du commerce de minerais, pas de relance possible du secteur financier; sans alternatives agricoles, pas d'assainissement de l'anarchie dans les mines. Les infrastructures énergétiques, routières et sociales, elles, servent comme base pour toutes ces pistes d'action. Il reste à trouver les portes d'entrée dans un cercle de relance où les succès dans un secteur d'activité rendent possibles des avancées plus larges.

## I. CRISE FINANCIERE

### 1. DUTCH INTERNATIONAL À GOMA: UNE ESCROQUERIE À LA BERNARD MADOFF DANS UNE VILLE MEURTRIE.

*Prosper Hamuli – Biral*

Goma, 23 Février 2009

Ce 17 juin 2008, une foule tente d'organiser une manifestation pour exiger la reprise des activités de DUTCH, institution de micro-finance fermée après toute une année d'exercice sur la place publique. Une unité de la police, appuyée par des éléments de l'armée, interdit tout accès aux installations de cette institution financière, en exécution d'une décision de mise sous scellé de ses bureaux et la suspension de toutes ses activités par l'autorité provinciale. Par un avis au public du 13 juin 2008, le gouverneur de la Banque Centrale du Congo avait déjà attiré l'attention de la population sur les risques qu'elle encourait en effectuant des opérations bancaires dans des structures non autorisées par l'Institut d'émission. Il faut noter que DUTCH comptait plus de 6.000 membres adhérents en moins d'une année de fonctionnement. Ces adhésions massives s'expliquent par une politique particulière de cette coopérative atypique qui accordait un bonus promotionnel de 37% pour tout dépôt à terme d'une période de 31 jours, entraînant du même coup la désaffection des habitants de Goma à l'égard d'autres coopératives locales et la perturbation du circuit financier, dénoncé alors par les coopératives « victimes ». Mieux ! DUTCH promettait à ses membres, en plus de la ristourne mensuelle, l'octroi d'un crédit habitat pour la construction de maisons individuelles d'une valeur de 35.000 \$, remboursables sur 5 ans, dans les quartiers résidentiels de Byahi et de Mugunga dans la ville de Goma.

A Goma, la maison DUTCH a fonctionné de juillet 2007 à mai 2008. A sa fermeture, elle avait engrangé 13 millions de dollars américains, dont 1 million huit cent mille furent retrouvés dans sa caisse et seulement 500 dollars dans une banque commerciale de la place. Des motards, de petits commerçants et des enseignants font partie des très nombreux particuliers qui avaient crû en l'arnaque. Des agents de l'Etat, des hommes d'affaires, un pasteur et des avocats ont été arrêtés dans cette escroquerie qui a tout d'une affaire de blanchiment d'argent et qui effectuait ses opérations illicites à Goma, Lubumbashi et même dans la capitale Kinshasa.

Aujourd'hui, l'affaire prend petit à petit le chemin des oubliettes. La Banque Centrale cherche toujours à compléter les fonds récupérés pour commencer à procéder au remboursement des mises des souscripteurs victimes qui croulent sous les dettes contractées pour bénéficier du miracle. Le miracle n'a pas eu lieu ; c'est la misère et le désespoir qui ont reçu un sérieux coup de pouce.



## **2. REDUCTION DRAMATIQUE DES LIQUIDITES SUR LA PLACE FINANCIERE DE GOMA : TRISTE FIN D'ANNEE POUR LES PETITS EPARGNANTS.**

Depuis le 29 octobre 2008, date à laquelle des soldats FARDC qui avaient déserté le front s'étaient répandus dans la ville en tirant en l'air et en pillant, la peur des conséquences de la guerre a atteint le seuil de la panique à Goma. Et depuis lors, les membres des coopératives d'épargne et de crédit, COOPEC, vont de surprises en surprises, toutes plus désagréables les unes que les autres. Quand les uns n'ont plus le droit de retirer de leurs comptes des montants supérieurs à un certain plafond, d'autres voient l'accès aux locaux de leurs COOPEC limité à une heure ou deux dans la journée. Ailleurs, le client trouve fermées les portes de sa maison d'épargne. Et la ville de Goma n'est pas la seule à avoir ce triste privilège. La Radio Télévision Nationale Congolaise, captée à Goma, rapporte le cas de la fermeture sans préavis de la COOPEC C.C.R. / Agence de Kisangani où plus de 2000 clients auraient déposé plus de 1.000.000\$US auxquels ils ne peuvent plus accéder. Ces clients viennent de dépêcher une délégation à Kinshasa dans l'espoir de récupérer leur argent par l'influence du parlement national. Et, selon la radio onusienne OKAPI, citant le Secrétaire du Syndicat des patrons, FEC / Ituri, en Province Orientale, l'enregistrement des clients, qui déclarent leurs avoirs bloqués dans les COOPEC fermées de Bunia, aurait débuté ce mercredi, 26 novembre 2008. Cette source vient d'illustrer ses propos par le cas de l'une des COOPEC concernées qui aurait son siège à Butembo au Nord-Kivu.

Un sévère assèchement des liquidités frappe donc la place financière de Goma. Même les banques, y compris l'agence locale de la Banque Centrale du Congo, n'échappent pas à la crise. Comment se présente-t-elle ? D'où vient-elle ? Comment anticiper l'exaspération des clients qui, très bientôt, ne pourront plus accéder à leurs épargnes ? Dans les halls des COOPEC à Goma, des mots comme "marche" ou "casse" sont de plus en plus lancés dans la bousculade lors des retraits des fonds épargnés. Que faire pour prévenir l'explosion qui se profile à l'horizon ? Assurément, les fêtes de la fin de l'année 2008 risquent d'avoir un goût très amer pour les épargnants de Goma qui touchent du doigt ce qu'on appelle une crise financière.

### **Coopec et clients dans le contexte de guerre à l'Est de la RDC.**

La psychose de la guerre motive un certain nombre de comportements :

- Plus de 90% des mouvements journaliers dans les comptes des clients ne sont que des retraits.
- Les clients choisissent de sécuriser leurs avoirs eux-mêmes, soit en les thésaurisant chez eux soit en les délocalisant vers le Rwanda jugé plus sûr.
- Dans chaque Coopec, 80% du montant total de l'épargne collectée à garder à la disposition des clients pour les mouvements journaliers sont presque épuisés. Il ne reste que les 20% que chaque Coopec est légalement autorisée à donner en prêt à ses clients.
- Les guichets des Coopec installées en zone de guerre sont fermés.
- Comme c'est pendant la guerre, les débiteurs ne s'empressent pas de payer. L'échéance dépassée, le crédit devient "délinquant". De ce fait, les fameux 20% sont constitués en majorité de crédits délinquants.
- Les grands épargnants étant les clients les plus craintifs, ils soldent leurs comptes. Les Coopec où ils forment la majorité de la clientèle ferment déjà leurs portes les unes après les autres.
- Il est quasi impossible pour ces Coopec de réaliser les hypothèques pour se faire rembourser parce que les acheteurs potentiels ont leurs épargnes dans des institutions financières frappées elles aussi par la crise.
- L'Etat, le plus grand bailleur des fonds, de par les salaires qu'il paye et les dépenses qu'il effectue, connaît la baisse et parfois la disparition de ses recettes dans les zones de



guerre dont la superficie ne cesse de s'accroître.

En plus, le secteur de la micro finance de Goma exporte ses difficultés dans tout le pays. Pour ne citer que ces exemples, à Kisangani dans la province Orientale, 4 Coopec sur 6 sont des agences des Coopec de Goma. Goma a déjà ouvert 6 Coopec à Bukavu au Sud-Kivu. Les 4 plus vieilles Coopec de Kindu au Maniema sont des filiales des Coopec de Goma. Là-bas, il a suffi que la rumeur annonce un prétendu déplacement de la guerre de Goma vers Kindu pour inciter les clients de la COOPEC Kuna Tumaini, agence de Kindu, à retirer tout leur argent obligeant ainsi cette Coopec à fermer ses portes.

### **Une catastrophe aux racines financières.**

A part le non-remboursement des crédits, la crise dans certaines Coopec a été accentuée par le non respect des règles de la bonne gestion. Les crédits ont été distribués sans tenir suffisamment compte de l'exigence de la solidité des dossiers présentés. Mais, malgré cela, la cause principale demeure ce que l'adage financier résume dans la formule : " L'argent n'aime pas le bruit des bottes ". La guerre arrête toute activité économique normale. C'est donc en toute logique qu'on voit les banques congolaises s'empresse de sécuriser leurs fonds à Gisenyi ou à Kigali.

La crise actuelle est aussi le résultat du pourrissement de certaines situations touchant au circuit des affaires et de la monnaie :

**1990** : Toutes les Coopec de Goma sont presque fermées suite à la très forte dépréciation de la monnaie « Zaïre » et à la mégestion.

**1996** : La guerre de l'AFDL perturbe la vie socio économique.

**2002** : L'éruption volcanique à Goma rase tout le centre des affaires. Les Coopec qui n'auront pas réussi à bénéficier d'un coup de pouce de l'extérieur ne se relèveront pas.

**Mars 2008** : Le gouvernement porte un coup sévère au commerce minier à l'Est de la RDC d'abord en interdisant l'exploitation de la cassitérite à Walikale ensuite en revoyant à la hausse la taxe d'exportation des minerais, juste avant la chute du cours mondial de la cassitérite après celui du coltan. Le mouvement de transfert des devises est interrompu. Le niveau de la commande des minerais baisse. Le transfert des devises vers Goma, pour honorer les commandes, se raréfie. Les comptoirs ayant été fermés, les hommes d'affaires sont en difficulté pour rembourser les crédits contractés auprès des Coopec et continuer leur commerce.

**Juin 2008** : Invasion de "Dutch International". Ce montage financier parvient à soustraire 13 millions \$US du capital circulant à Goma. Cette fuite des capitaux s'effectue sous l'œil complaisant de l'autorité politico administrative.

**Octobre 2008** : La guerre est aux portes de la ville de Goma. Le mouvement de retraits s'intensifie. Les coffres des Coopec et des banques se vident à vue d'œil.

### **Les risques d'une explosion à court terme.**

- L'assèchement des liquidités dans les Coopec et les banques de Goma étant déjà perceptible, les épargnants risquent de lancer des actions violentes pour tenter de se faire servir.
- Le manque d'argent et donc de moyens pour vivre risque d'exacerber le manque de nourriture et la dégradation du cadre de vie des citoyens congolais et causer l'échec de tous les programmes de lutte contre la malaria, le sida ou la pauvreté.
- Certaines Coopec ferment déjà leurs portes. D'autres risquent de leur emboîter le pas ne serait-ce que parce qu'elles sont inter dépendantes.
- Le bradage des marchandises risque de suivre la baisse des moyens de paiement et du pouvoir d'achat des clients. Partant, les commerçants endettés risquent de vendre à perte et donc de ne plus disposer de fonds à épargner ou pour honorer les échéances des crédits.
- La psychose risque de se poursuivre et même de s'aggraver suite aux effets conjugués de la crise financière mondiale et de la guerre locale.

### **Des opportunités pour s'attaquer à la crise.**

- " La majorité des Coopec ne sont pas encore en banqueroute. Elles n'en sont pas loin, mais une réaction rapide peut encore les sauver.
- " La culture de l'épargne est entrée dans les mœurs à Goma. Les petits épargnants sont toujours très nombreux à fréquenter les Coopec.
- " Le PNUD dispose des fonds PASMIF (Programme d'Assistance au Secteur de la Micro Finance) dégagés par quelques pays européens pour appuyer le secteur de la micro finance à l'Est de la RDC. Cet argent pourrait être décaissé à travers une société de refinancement qui mettrait à la disposition des Coopec de l'argent frais pour régulariser leur trésorerie par des prêts remboursables en 3 mois.
- " Le secteur de la micro finance au Nord-Kivu dispose toujours d'une expertise qui le rend crédible.
- " Les projecteurs de l'actualité sont aujourd'hui braqués sur l'Est de la RDC. Les fonds de l'aide humanitaire internationale pourraient servir à la distribution des vivres, des non vivres et des micro- crédits.
- " Travailler avec les Coopec n'est pas désintéressé. C'est s'enrichir et enrichir les autres.

### **Nos recommandations :**

1. Aux opérateurs politiques :
  - Inscire la crise financière au Nord-Kivu aux débats de l'Assemblée Provinciale pour identifier des mesures que le gouvernement provincial pourrait mettre en œuvre et sur lesquelles il serait interpellé.
  - Initier une réflexion débouchant sur les moyens de mettre l'Etat congolais et spécialement le gouvernorat de la province du Nord-Kivu devant ses responsabilités pour prévenir un nouveau laisser-aller comme celui qui a prévalu dans l'affaire DUTCH INTERNATIONAL.
  - Inscire au Conseil National des Ministres la conception et la mise en œuvre d'un programme de lutte contre les effets pervers de la crise financière mondiale sur la situation en RDC à l'instar du Programme Multisectoriel de lutte contre la pauvreté ou le Sida. Pour nous, la priorité devrait être le refinancement des Institutions de la Micro Finance pour que les populations réelles sentent les effets de cette politique.
  - Privilégier les solutions financières en renonçant au recours systématique à l'emprisonnement des responsables des Coopec en difficulté ; le refinancement ou la recapitalisation aideraient les Coopec à améliorer leurs capacités de décaissement. Sceller les portes d'une Coopec ne remet à personne son dû.
2. A la Banque Centrale du Congo :
  - Injecter de l'argent frais dans le circuit de la micro finance quitte à le récupérer à un taux d'intérêt supportable pour des Coopec affaiblis.
3. Aux médias :
  - Eclairer les épargnants sur la situation qui prévaut dans le secteur de la micro finance au Nord-Kivu et ailleurs dans le pays.
  - Procéder à l'éducation populaire sur les placements financiers.
4. A la Communauté humanitaire :
  - Traiter l'assèchement des liquidités sur les places financières du Nord-Kivu comme l'une des causes ou conséquences majeures des catastrophes humanitaires dans cette province.
  - Orienter une partie des fonds d'urgence vers le micro crédit pour faire face aux catastrophes consécutives au manque de moyens pour vivre.
  - Convaincre le PNUD de continuer l'expérience du PASMIF en l'orientant cette fois-ci

vers l'octroi des fonds à distribuer comme crédit au lieu de la formation seulement comme cela a été le cas jusqu'à présent.

5. Aux Hommes d'affaires :

- Arrêter l'hémorragie financière vers l'étranger pour viabiliser leur patrie.

Goma, 30 novembre 2008.

*Léopold Rutinirwa, CREDAP / Pole Institute.*

*Adrien KATSOMYA, CREDAP / Pole Institute.*

*Moïse KIBUMBA KIZA, CREDAP / Pole Institute.*

*KUBUYA MUHANGI, CREDAP / Pole Institute.*

*Prosper Hamuli - Birali, Information / Pole Institute.*

*Ghislain KAPAMBA, CERP GALA LETU.*

*Paul MITSINDO MUTAKA, EMCO.*

*Jonas MUBAWA, RAMIF - NK.*

### **3. CRISE FINANCIERE CRISE ET ALIMENTAIRE À GOMA: ETAT DES LIEUX ET PISTES DE TRAVAIL**

*Adelard Mineene*

*Coopérative d'Épargne et de Crédit Imara (Coopec-Imara), Goma*

L'environnement économique national et international présente à ces jours deux grandes crises, à savoir la crise financière et la crise alimentaire, auxquelles il convient d'ajouter la crise énergétique. Notre exposé est axé sur la façon dont ces crises se manifestent à Goma et sur les mécanismes à développer pour les juguler.

#### **1. État des lieux**

##### *1.1. La crise financière*

L'environnement financier dans la ville de Goma aujourd'hui se présente comme suit:

- Baisse de la production tant provinciale que nationale
- Ralentissement de l'activité économique
- Baisse sensible de la vitesse de circulation monétaire
- Présence sur le marché monétaire du Nord-Kivu d'une masse monétaire importante en monnaie nationale qui n'évolue pas avec la production en récession
- Hausse généralisée des prix des biens et services
- Ralentissement cruel dans les remboursements de crédits contractés auprès des COOPEC avec comme conséquence un portefeuille important des crédits à risque
- Crise de liquidité dans les institutions financières bancaires et non bancaires, accentuée par des retraits massifs causés par des anticipations rationnelles liées aux bruits de bottes

##### *1.2. La crise alimentaire*

La province du Nord-Kivu n'assure pas l'autosuffisance de sa population et dépend de l'extérieur pour les produits alimentaires comme le riz, le blé, le maïs, le lait, l'huile. L'environnement actuel de l'agriculture dans la province aujourd'hui se présente comme suit:

- La perturbation climatique perturbe les saisons culturelles et fait baisser la production agricole
- Les zones de production agricole sont insécurisées par les groupes armés et la population active vit dans des camps des déplacés
- La production locale est affectée par des contraintes liées à l'évacuation, distribution et transport et aussi liées au terrain dans les zones montagneuses
- Une faiblesse manifeste dans la conservation des produits agricoles locaux
- L'agriculture autarcique se développe parmi les cultivateurs par manque des financements
- Les agriculteurs eux-mêmes considèrent ce secteur comme une « activité des pauvres »
- Les importations l'emportent sur la production locale et alimentent ainsi le déséquilibre de la balance commerciale
- La hausse des prix des produits alimentaires importés
- La faiblesse du pouvoir public dans la supervision du secteur agricole, certains produits étant exportés avant que les besoins des nationaux ne soient satisfaits

##### *1.3 La crise énergétique*

Le Nord-Kivu n'étant pas autosuffisant dans ses besoins d'énergie, il dépend de l'extérieur pour son approvisionnement en pétrole. Actuellement on constate les développements suivants:

- Hausse régulière du prix à la pompe, avec des incidences sur le coût du transport et sur le niveau général de tous les prix sur le marché

- Baisse sensible dans la fourniture d'énergie électrique aux industries et aux ménages
- Surtaxation du pétrole importé par le pouvoir, ce qui augmente encore le prix de revente et réduit les bénéfices

## **2. Pistes de travail**

Que pouvons-nous faire face aux crises financière, alimentaire et énergétique?

### *2.1. Face à la crise financière*

- Une gestion des finances publiques qui tienne compte de l'évolution économique récente
- Éviter, pendant la crise, l'émission de coupures de grande valeur faciale de peur que l'unité monétaire ne soit confondue avec cette coupure et alimente ainsi l'inflation
- Rachat de toutes les créances perdues des institutions financières par l'État
- Mener des démarches auprès des bailleurs de fonds dans l'objectif de solliciter de nouveaux capitaux pouvant alimenter la trésorerie
- Interdire les achats nationaux en devises fortes
- Stimuler l'épargne en monnaie nationale pour réduire la dollarisation du système monétaire congolais
- Réglementer et surveiller le cambisme et obliger les cambistes à créer des bureaux de change
- Encourager les hommes d'affaires à opérer les transferts interbancaires pour les paiements de leurs importations et instaurer le mode de paiement international qui sécurise les partenaires
- Créer la confiance envers la micro-finance en utilisant les comptes logés dans les COOPEC et IMF pour le paiement des salaires des agents de l'Etat ainsi que des taxes et impôts
- Injecter de nouveaux financements dans le commerce intérieur, les PME et le secteur agricole

### *2.2. Face à la crise alimentaire*

- Transformer tous les défis relevés plus haut en priorités pour le pouvoir public
- Élaborer, voter et exécuter une politique agricole
- Financer le secteur agricole en mettant à la disposition des COOPEC et IMF des fonds de garantie

### *2.3. Face à la crise énergétique*

- Exonérer de toutes taxes et impôts toute activité liée au commerce du pétrole pendant la durée de la crise
- Constituer une réserve publique de produits pétroliers sur laquelle l'État pourra jouer dans l'avenir
- Mettre en valeur l'immense potentiel hydro-électrique disponible.

## **II. CRISE ALIMENTAIRE A GOMA : UNE FATALITE ?**

### **INDICES DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE A GOMA : PEUT-ON EVITER LA CRISE ALIMENTAIRE ?**

- *Paul Senzira*

- *Salumu*

- *Ahadi*

*Université de Goma*

#### **1. INTRODUCTION**

La crise alimentaire qui secoue la ville de Goma n'est pas un phénomène récent. Il a une double origine qu'on peut repérer au niveau local et au niveau externe. Cette crise alimentaire est exacerbée par la hausse des prix d'autres biens non alimentaires. Ce sont les manifestations et les facteurs à l'origine de cette crise alimentaire et cette hausse généralisée des prix à Goma que nous nous proposons de mettre en évidence en vue de formuler des propositions de stratégies nécessaires au renversement des tendances observées et améliorer le bien-être des habitants de Goma.

L'étude va aussi au-delà en décrivant la situation alimentaire et les mécanismes de survie des ménages pendant cette période de hausse des prix.

Notre recherche couvre la période à partir de l'année 2001 jusqu'à aujourd'hui. Le choix de l'année 2001 n'est pas un fait du hasard. En effet, pendant la rébellion du RCD/ Goma (1998-2001) Goma était le principal centre de consommation de tous les produits de son bassin de production du fait des difficultés d'échanges avec les autres importants milieux urbains de la RDC comme Kinshasa, Lubumbashi, etc.

Après la réunification du pays en 2003, Goma a perdu le monopole de consommation des produits de son bassin de production en partageant avec d'autres villes des biens alimentaires comme la viande de bœuf, les poissons salés, le haricot, l'oignon et la pomme de terre produits au Nord Kivu. Cependant, le bassin local de production continue à souffrir de l'insécurité qui provoque des perturbations du système de production en agriculture, des déplacements massifs des populations dans les zones rurales et l'exode vers la ville de Goma. Cette dernière reçoit même des immigrants d'autres villes, notamment Bukavu, en RDC, Gisenyi, au Rwanda, et Kisoro, en Ouganda. Ces mouvements de population posent un sérieux problème d'organisation de la répartition et de la consommation des produits alimentaires.

Les données analysées proviennent des archives de certains acteurs des marchés des produits alimentaires (ADEDEVI et boutiques du marché de Mikenko) et du Bureau urbain de l'Economie et Pétrole de la ville de Goma. Ces données concernent les prix à la consommation de principaux produits alimentaires et non alimentaires échangés à Goma.

D'autres informations proviennent des entretiens avec des intermédiaires commerciaux et portent, non seulement sur le prix, mais aussi sur les difficultés rencontrées pour approvisionner cette ville en produits locaux et étrangers. Les difficultés se réfèrent aux formalités administratives à remplir et aux tracasseries sur les routes et à l'insécurité dans les milieux ruraux.

Comme il est impossible de présenter l'évolution de prix de tous les biens alimentaires et non alimentaires à Goma, nous sommes parti des produits les plus importants et prisés, qu'ils soient importés ou produits localement : aliments, énergie et habillement.

Les informations relatives à la situation alimentaire et les mécanismes de survie des ménages pendant cette période de hausse de prix proviennent d'une enquête auprès de 87 ménages du Quartier Katindo. Le choix de ce quartier se justifie par le fait qu'on y rencontre toutes les couches sociales, toutes les formes de logis et toutes les activités de survie réalisées par la population de la ville de Goma. Il s'agit d'une sorte de quartier carrefour avec une partie septentrionale dont les maisons sont essentiellement construites en planches et littéralement collées les unes aux autres et une partie méridionale comportant de belles maisons en dur construites au bord du Lac Kivu. En

parcourant ce quartier, on se rend compte de la présence des personnes déplacées, les unes hébergées par des proches parents et d'autres louant de petites maisons voire des parties de maisons. En outre, cette partie de la ville a reçu et reçoit encore un nombre important de Congolais en provenance de la province voisine du Sud Kivu, voire des étrangers venant du Rwanda et de l'Ouganda.

La présente étude s'articule autour de deux parties. La première concerne l'évolution des prix des produits de première nécessité à Goma de 2001 à 2009. La deuxième présente les mécanismes de survie des ménages de Goma pendant cette période.

## 2. EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE A GOMA DE 2001 A 2009

Dans la présente partie du travail, il est question de présenter l'évolution des prix des produits de première nécessité à Goma de janvier 2001 à janvier 2009 en en dégageant les grandes tendances et les causes.

### 2.1. Tendances de l'évolution des prix des produits de première nécessité à Goma de janvier 2001 à février 2009

*Tableau 1 : Tableau général des évolutions des prix à Goma, 2001-2009*

<i>Produit</i>	<i>Prix \$ 2001 (\$1= FC65)</i>	<i>Prix \$ 2003 (\$1=FC350)</i>	<i>Prix \$ 2005 (\$1=FC475)</i>	<i>Prix \$ 2007 (\$1=FC549)</i>	<i>Prix \$ 2009 (\$1=FC700)</i>	<i>Variation globale</i>
Braise (sac)	7,69	5,27	11,23	18,03	32,09	+317%
Feuille de manioc (botte)	0,43	0,40	0,42	0,91	1,74	+305%
Poulet vif	4,86	6,2	5,26	7,01	12,86	+164%
Tilapia frais	0,58	0,43	0,42	0,73	1,43	+144%
Tomates (tas)	0,20	0,15	0,11	0,18	0,36	+79%
Haricots (100 kg)	36,54	24	19,65	45,08	60	+64%
Boeuf sans os (1 kg)	3,08	2,67	2,25	2,73	4,96	+61%
Bananes (régime)	4,35	1,67	1,68	2,43	6,79	+56%
Tomate concentrée	0,23	0,16	0,21	0,18	0,36	+55%
Pétrole (bouteille de 72 cl)	0,82	0,60	0,70	0,91	1,24	+52%
Huile de palme (72 cl)	0,77	0,60	0,53	0,67	1,14	+49%
Boeuf avec os (1 kg)	2,77	2,33	1,96	2,55	4,10	+48%
Farine de manioc (bol)	0,42	0,12	0,30	0,27	0,57	+38%
Riz local (1 kg)	0,81	0,72	0,67	0,73	1,13	+38%
Riz importé (1 kg)	0,88	0,77	0,67	0,87	1,20	+37%
Pommes de terre (1 kg)	0,23	0,08	0,14	0,27	0,29	+24%
Super wax (pièce)	100,00	96,00	72,99	100,18	118,10	+18%
Farine de maïs (1 kg)	0,49	0,16	0,42	0,36	0,57	+16%
Cossette de manioc (100kg)	37,26	12,12	29,487	29,40	43	+15%
Demi super wax (pièce)	9,00	8,48	5,31	5,56	10,29	+14%
Haricots (bol)	0,71	0,33	0,53	0,91	0,79	+11%

<b>Farine de froment (1 kg)</b>	48,23	29,85	31,23	35,06	52,00	<b>+8%</b>
<b>Coca-Cola (bouteille)</b>	0,54	0,43	0,42	0,36	0,55	<b>+2%</b>
<b>Lait en poudre (400 g)</b>	4,23	3,00	2,75	3,55	4,07	<b>-4%</b>
<b>Bière Primus (bouteille)</b>	1,38	1,20	0,98	0,98	1,29	<b>-7%</b>
<b>Sel de table (500 g)</b>	0,31	0,19	0,20	0,18	0,29	<b>-7%</b>
<b>Vermox (6)</b>	0,18	0,12	0,06	0,09	0,17	<b>-7%</b>
<b>Penicillin (20)</b>	0,78	0,60	0,38	0,46	0,64	<b>-14%</b>
<b>Sucre (50 kg)</b>	59,48	31,00	32,63	45,08	45,00	<b>-24%</b>
<b>Sardine à huile</b>	1,31	0,64	0,67	0,73	0,87	<b>-33%</b>
<b>Flagyl en vrac (20)</b>	0,46	0,24	0,13	0,18	0,26	<b>-44%</b>
<b>Pagne Dubai</b>	13,15	5,15	4,21	5,01	5,79	<b>-56%</b>
<b>Aspirine (20)</b>	0,38	0,16	0,13	0,18	0,14	<b>-63%</b>

Ces données donnent lieu à plusieurs conclusions.

1. Presque tous les prix ont d'abord fortement baissé après 2001, avec un creux en 2003-2005 et un début de remontée en 2007 qui s'est accentué depuis. Ceci correspond à peu près à l'évolution de la situation sécuritaire qui s'est d'abord fortement améliorée avec la fin officielle de la guerre 2002/03 pour se dégrader après les élections de 2006 et les nouveaux conflits au Nord-Kivu.
2. Les prix globaux sont restés plus bas qu'à l'époque de la guerre jusque très récemment, mais aujourd'hui, avec les dernières hausses de prix de 2008-2009, beaucoup de prix sont revenus à un niveau supérieur à ceux constatés en 2001. Ceci veut dire que le coût de la vie est aujourd'hui supérieur à celui de la période de la guerre et de la partition du pays. Les « dividendes de la paix » après la fin de la guerre de 1998-2002 n'ont donc pas fait long feu. Et il n'y a jamais eu de « dividende démocratique » après 2006-07. Au contraire, tous les prix ont connu une très forte augmentation par rapport à 2005, avec certains produits qui ont triplé (haricots, tilapia, tomates, braise) ou même quadruplé (bananes, feuille de manioc).
3. Les évolutions des prix connaissent des divergences remarquables. Les médicaments, en particulier les comprimés d'aspirine, les pagnes « Dubai », les sardines et le sucre restent tous beaucoup moins chers qu'avant, en dépit des hausses des prix qu'eux aussi ont connues. Par contre, la braise, les feuilles de manioc, le poulet et le tilapia, les tomates et les haricots se sont renchérissés plus que toute autre chose. En comparant ces deux profils de produits, on constate que les prix de produits locaux de première nécessité ont augmenté le plus fortement, tandis que ceux de produits d'importation répandus mais pas de première nécessité ont connu les augmentations les plus faibles, s'ils ne restent pas en baisse aujourd'hui par rapport à 2001. La plus grande stabilité de prix se trouve chez les boissons: bière, lait, coca-cola.



Voici les évolutions des prix de détail en monnaie locale par trimestre et par produit.

**Tableau 2 : Racines et tubercules, de légumineuses à graines et de légumes**

Année/trimestre	Taux de change : (FC pour 1\$US)	Farine de Manioc	Cossette de Manioc	Pomme de terre	Haricot	Haricot	Feuille de manioc	Tomate en fruit
		Bol	100 kg	1 kg	100kg	Bol	Botte	Tas
2001	65	27	2422	15	2375	46	28	13
	107	33	4320	16	4000	77	48	50
	150	30	3733	12	5333	103	100	43
	200	35	3700	10	6000	117	100	50
2002	220	27	3700	10	6000	117	100	10
	220	33	3700	15	6000	117	100	50
	220	30	3700	15	6000	117	100	43
	240	35	3700	17	6000	117	100	120
2003	250	30	3030	20	6000	83	100	37
	283	35	3537	28	6000	90	100	53
	295	35	3467	30	6000	97	100	50
	369	60	5900	35	6000	117	100	50
2004	374	70	5847	40	10000	250	100	50
	385	77	6583	52	7733	250	100	50
	400	103	8467	60	11333	250	200	50
	437	160	12000	53	14000	250	200	50
2005	475	140	14000	67	9333	250	200	50
	482	140	13000	75	11849	250	200	50
	470	127	11000	75	10480	250	200	50
	447	100	18000	75	8667	250	200	50
2006	434	107	11967	58	13000	250	200	50
	443	100	9000	75	13000	250	200	50
	474	127	12667	85	17500	350	200	50
	525	157	16067	127	23833	467	433	50
2007	549	150	16140	150	24750	500	500	100
	537	150	15960	150	25667	500	500	100
	550	167	16140	160	28500	600	600	100
	550	200	16500	180	33333	933	933	100
2008	550	250	25000	165	33333	500	933	100
	550	250	25000	165	33333	520	933	100
	570	250	25000	165	35700	600	1000	200
	720	300	31500	200	43200	650	1260	300
2009	700	400	30100	200	42000	550	1220	250
Variation du prix FC 2001-2009		+1381%	+1143%	+1233%	+1668%	+1096%	+4257%	+1823%
Variation du prix FC 2008-2009		+60%	+20%	+21%	+26%	+10%	+31%	+150%
Variation du prix USD 2001-2009		+38%	+15%	+24%	+64%	+11%	+305%	+79%%
Variation du prix USD 2008-09		+26%	- 5%	- 5%	- 1%	- 14%	+3%	+96%

Partant de ces données, on observe que le prix d'un bol de farine de manioc a augmenté de 60% dans la seule année 2008. Pour les cossettes de manioc et la pomme de terre, la hausse est beaucoup moins forte.

Le prix en gros du haricot est en moyenne croissant à Goma. Ce prix a chuté à certaines périodes de récolte, mais, on remarque qu'il connaît des hausses à chaque trimestre couvert par l'étude. Ici encore, les prix pour les petites quantités ont beaucoup augmenté comparativement au prix pour les grandes quantités.

Les prix des légumes sont caractérisés par une hausse extrême, surtout en ce qui concerne le manioc. En effet, en 2001, une botte de feuilles de manioc revenait à 0,4\$ et un tas de tomates à 0,2\$. Ils ont respectivement coûté 1,8\$ et 0,4\$ en fin de l'année 2008. La tomate a fortement augmenté pendant l'an 2008, tandis que la hausse du prix de manioc date surtout des périodes de conflits en fin des années 2006, 2007 et dans une moindre mesure 2008, sans période de rechute entre ces hausses successives. Ceci montre le plus crûment comment la situation de conflit a affecté la situation alimentaire de Goma.

**Tableau 3 : Céréales et bananes**

Année	Taux de change (FC pour 1\$US)	Farine maïs	Riz importé	Riz local	Farine de froment	Banane plantain
		1kg	1kg	1kg	50kg	Régime
2001	65	32	57	53	3135	283
	107	42	83	72	5280	533
	150	45	160	130	7133	1067
	200	50	190	150	7133	800
2002	220	32	57	53	7133	800
	220	42	83	72	7133	800
	220	45	160	130	7133	800
	240	50	190	150	7133	800
2003	250	40	193	180	7463	417
	283	67	227	200	7967	500
	295	80	253	240	9200	600
	369	113	280	303	10200	733
2004	374	120	300	160	13227	800
	385	120	287	200	12373	800
	400	126	280	200	13333	800
	437	200	320	200	14000	800
2005	475	200	320	320	14833	800
	482	200	320	320	16940	800
	470	200	347	333	16500	800
	447	200	400	333	16500	800
2006	434	200	400	320	16500	800
	443	200	400	320	16500	800
	474	200	533	493	20720	933
	525	250	540	467	18883	1000
2007	549	200	480	400	19250	1333
	537	200	480	400	19250	1500
	550	200	480	400	19250	2000
	550	250	480	480	24383	3000
2008	550	193	638	480	25500	3850
	550	193	638	480	25500	3850
	570	193	638	480	25500	3850
	720	430	860	800	37500	4860

2009	700	400	840	790	36400	4750
Variation du prix FC 2001-2009		+1150%	+1374%	+1391%	+1061%	+1578%
Variation du prix FC 2008-09		+107%	+32%	+64%	+43%	+23%
Variation du prix USD 2001-2009		+16%	+37%	+38%	+8%	+56%
Variation du prix USD 2008-2009		+63%	+3%	+29%	+12%	- 3%

Ici, on voit très clairement les effets de la guerre sur les prix alimentaires. Les hausses de prix pour le maïs et le riz pendant l'année 2008 sont très prononcées. Le prix de la farine de maïs en francs congolais a plus que doublé en 2008. La hausse du prix pour le riz importé a été beaucoup plus modeste que celle du riz local, ce qui se voit encore plus clairement dans les prix exprimés en dollars US.

En ce qui concerne la banane, qu'il s'agisse du prix en franc congolais ou celui en dollar américain, ces données traduisent une allure croissante. Car, en fait, un régime de banane qui valait 4,5\$ en 2001 coûte à peu près 7 \$ depuis le troisième trimestre de l'année 2008 – après avoir descendu jusqu'à moins de 2\$ fin 2004/début 2005.

**Tableau 4 : Produits animaux**

Année	Taux de change (FC pour 1\$us)	Boeuf sans os	Boeuf avec os	Poulet vif	Lait en poudre	Tilapia fumé	Tilapia frais	Tilapia salé	Sardine à huile
		1kg	1kg	Pièce	400gr	Pièce	Pièce	Pièce	Pièce
2001	65	200	180	316	275	38	38	38	85
	107	273	247	467	430	60	63	60	100
	150	373	307	373	558	107	107	83	105
	200	533	410	533	642	100	120	87	127
2002	220	200	180	316	275	38	38	38	85
	220	240	247	467	430	60	63	63	100
	220	373	307	373	558	107	107	80	105
	240	533	410	533	642	100	100	167	127
2003	250	667	583	1550	750	93	107	80	160
	283	700	600	1570	795	133	133	100	150
	295	733	640	1600	850	140	140	113	190
	369	867	767	2000	1000	200	200	150	220
2004	374	933	1167	1067	1080	250	250	150	250
	385	933	1167	2100	1133	250	250	150	250
	400	1000	900	2033	1200	200	200	150	250
	437	1000	900	1567	1260	200	200	150	273
2005	475	1067	933	2500	1307	200	200	150	320
	482	1200	1000	2500	1400	250	250	167	320
	470	1200	1000	2500	1400	250	250	200	320
	447	1200	1000	2500	1400	300	300	200	350
2006	434	1200	1000	2500	1400	300	300	200	350
	443	1200	1000	2500	1400	300	300	200	350
	474	1267	1067	2560	1433	367	367	267	350
	525	1467	1333	3483	1800	400	400	317	400
2007	549	1500	1400	3850	1950	400	400	300	400
	537	1500	1400	3850	1950	400	400	350	400
	550	1600	1467	3850	1950	600	500	433	400
	550	1800	1600	3850	2117	600	500	483	433
2008	550	1500	1400	3850	2117	600	500	483	433

	550	1500	1400	3850	2117	600	500	483	433
	570	2400	2200	4150	2150	700	700	700	500
	720	2750	2540	7100	2800	600	600	600	600
2009	700	3470	2870	9000	2850	1000	1000	1000	610
Variation du prix FC 2001-2009		+1635%	+1494%	+2748%	+936%	+2532%	+2532%	+2532%	+618%
Variation du prix FC 2008-2009		+131%	+105%	+138%	+35%	+67%	+100%	+107%	+41%
Variation du prix USD 2001-2009		+61%	+48%	+164%	- 4%	+144%	+144%	+144%	- 33%%
Variation du prix USD 2008-2009		+82%	+61%	+84%	+6%	+31%	+57%	+63%	+11%

Tous les prix des produits animaux (exprimés en franc congolais et en dollar américain) sont très fortement croissants, surtout tout récemment. A titre illustratif, s'il fallait près de 3\$ pour obtenir un kilogramme de viande de bœuf en 2001, il faut actuellement disposer d'une somme de 5\$ pour accéder à cette quantité. Des hausses de prix plus prononcées sont enregistrées pour un poulet vif sur pied. La sardine en boîte importée a un prix exprimé en dollar américain décroissant, tandis que le poisson local a subi une forte hausse de prix.

**Tableau 5 : Produits alimentaires manufacturés et boissons**

Année	Taux de change (FC pour 1\$us)	Huile de palme	Sel de table	Sucre	Tomate concentrée	Primus	Coca Cola
		72cl	1/2 kg	50kg	Pièce	Bouteille	Bouteille
2001	65	50	20	3866	15	90	35
	107	85	25	5333	47	157	60
	150	100	37	7000	38	217	80
	200	100	47	10000	40	250	100
2002	220	50	20	3850	42	250	100
	220	85	25	3350	38	250	100
	220	100	37	7000	40	250	100
	240	100	47	10000	42	250	100
2003	250	150	47	7750	40	300	107
	283	150	50	7950	60	300	127
	295	158	57	9500	67	323	143
	369	200	67	10600	57	400	200
2004	374	200	70	10987	67	400	200
	385	200	70	11822	73	433	193
	400	200	70	12800	80	400	173
	437	217	90	13700	87	433	187
2005	475	250	93	15500	100	467	200
	482	250	93	19507	100	483	200
	470	250	100	19333	100	500	200
	447	250	100	20000	100	533	217

2006	434	250	100	20000	100	450	200
	443	250	100	20000	100	450	200
	474	250	100	21587	100	517	200
	525	350	100	24567	100	517	200
2007	549	367	100	24750	100	540	200
	537	400	100	24750	100	517	200
	550	400	100	42750	100	583	200
	550	467	200	24970	133	717	267
2008	550	550	100	23400	133	750	300
	550	550	100	23400	133	750	300
	570	550	200	23400	133	800	350
	720	730	250	32400	200	850	333
2009	700	800	200	31500	250	900	383
Variation du prix FC 2001-2009		+1500%	+900%	+715%	+1567%	+900%	+994%
Variation du prix FC 2008-2009		+45%	+100%	+35%	+88%	+20%	+28%
Variation du prix USD 2001-2009		+49%	- 7%	- 24%	+55%	- 7%	+2%
Variation du prix USD 2008-2009		+14%	+57%	+6%	+48%	- 6%	0%

Pour ce groupe des produits, les évolutions des prix sont beaucoup plus modérées. Même si les prix exprimés en franc congolais dessinent une tendance croissante, il existe des produits dont les prix exprimés en dollar américain sont décroissants. C'est par exemple le cas du sucre et du sel. Il y a lieu de noter que les prix des boissons ont connu des hausses de janvier 2001 à février 2009 qui correspondent à peu près à la dépréciation de la monnaie locale.

**Tableau 6 : Energie, habillement, médicaments**

Année	Taux de change (FC pour 1\$us)	Braise	Pétrole	Super Wax	½ Super	Pagne Dubai	Aspirine	Flagyl en vrac	Vermox	Penicilline
		sac	Bouteille de 72 cl	Pièce	Pièce	Pièce	20ces	20ces	6ces	20ces
2001	65	500	53	6500	585	855	25	30	12	51
	107	917	80	10700	963	1440	46	46	13	55
	150	1400	100	15000	1350	1167	50	50	20	80
	200	1365	150	20000	1800	1283	50	55	30	106
2002	220	500	53	22000	1980	855	25	30	12	51
	220	917	80	22000	1980	1440	46	46	13	55
	220	1400	100	24000	1980	1167	50	50	20	80
	240	1365	150	24000	2160	1283	50	55	30	106
2003	250	1317	150	24000	2120	1288	40	60	30	150
	283	1933	183	24000	1920	1537	53	63	30	150
	295	2000	183	24666	2267	1600	56	60	30	150
	369	2400	200	32000	2400	1867	50	60	30	150
2004	374	2933	200	32000	2400	2000	53	60	30	150
	385	3866	233	32000	2280	2000	60	60	30	150
	400	3866	233	32000	2280	2000	60	60	30	150
	437	4133	300	32000	2280	2000	60	60	30	150
2005	475	5333	333	34667	2520	2000	60	60	30	183

	482	6000	400	40000	3033	2000	73	60	30	200
	470	6000	433	40000	3050	2300	80	60	30	200
	447	6000	500	40000	3050	2300	80	60	30	200
2006	434	6000	350	40000	3050	2300	80	60	30	200
	443	6000	350	40000	3050	2300	80	60	30	200
	474	7333	450	41667	4350	2433	95	85	43	200
	525	9717	500	52250	3867	2750	100	100	50	200
2007	549	9900	500	55000	3050	2750	100	100	50	250
	537	10000	500	55000	3050	2750	100	100	50	250
	550	10333	650	55000	3050	2750	100	100	50	250
	550	11000	750	62333	3583	2750	100	100	50	250
2008	550	11000	750	62333	3583	2750	100	100	50	250
	550	11000	750	62333	3583	2750	100	100	50	250
	570	11000	1000	66000	4950	3300	150	150	100	250
	720	20400	620	75000	6250	4170	100	200	125	400
2009	700	22466	870	82667	7200	4050	100	180	120	450
Variation du prix FC 2001-2009		+4393%	+1542%	+1172%	+1131%	+374%	+300%	+500%	+900%	+782%
Variation du prix FC 2008-2009		+104%	+16%	+33%	+101%	+47%	0	+80%	+140%	+80%
Variation du prix USD 2001-2009		+317%	+52%	+18%	+14%	- 56%	- 63%	- 44%	- 7%	- 14%
Variation du prix USD 2008-2009		+60%	- 9%	+4%	+58%	+16%	0	+41%	+89%	+41%

A Goma, les prix des produits énergétiques n'ont cessé de croître de janvier 2001 à janvier 2009, mais les produits importés ont beaucoup moins augmenté, malgré les hausses du prix du baril de pétrole sur le marché mondial, que les produits locaux tel que la braise. En effet, la bouteille de pétrole avait la valeur de 0,8 \$ au premier trimestre de l'année 2001 et 1,8 \$ mi- 2008 pour retomber à 1,25\$ au début de l'année 2009. Il faut souligner que ce n'est qu'à la mi-2007 que le pétrole est monté durablement à plus de \$1. Donc il y a eu une forte poussée des prix liée à la conjoncture internationale.



Mais pour la braise, la hausse a été permanente et va en s'accroissant. Le sac de braise qui valait moins que 8 \$ en 2001 a plus que quadruplé et coûte actuellement près de 32 \$. La moitié de cette hausse est intervenue fin 2008 alors que début 2008 le sac valait 20\$. Ceci montre que les facteurs locaux ont une influence beaucoup plus néfaste sur l'évolution des prix que les facteurs globaux.

Les produits pharmaceutiques ont des prix caractérisés par une descente permanente lorsqu'on les exprime en dollar américain. Mais pour certains produits, on remarque

une hausse brusque vers la fin 2008, reflétant sans doute des difficultés d'approvisionnement liées à la situation de guerre.

## **1.2. CAUSES DES VARIATIONS DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE A GOMA DE JANVIER 2001 A FEVRIER 2009**

Partant des tableaux ci-haut, il y a lieu de noter ce qui suit :

- En 2001, la hausse de prix a résulté de la surimposition des produits car le pouvoir rebelle du RCD était à la recherche des ressources financières pour assurer le fonctionnement de ses institutions. Au même moment, les agents de l'Etat, les intermédiaires commerciaux et les producteurs locaux devaient contribuer à l'effort de guerre. En outre, les déplacements massifs des populations des territoires de Masisi, Lubero et Walikale où régnaient l'insécurité et les attaques des forces rebelles du RCD appuyées par leurs alliés sur les positions des Interahamwe, FDLR et FAC ont entraîné une baisse de la production agricole. Pendant cette même année, on a assisté à une détérioration du cours de change du franc congolais par rapport au dollar américain. Ces deux derniers facteurs ont renforcé le premier en contribuant à la hausse des prix à Goma.
- En 2002, au-delà de la surimposition des biens par le RCD pour nourrir son gouvernement, l'insécurité persistante dans les milieux d'approvisionnement des produits de grande consommation et l'éruption du volcan Nyiragongo ont également eu un effet positif sur les prix et un effet négatif sur la production et la consommation de certains produits. En effet, le gaz volcanique a détruit plusieurs cultures de plantations et l'activité régulière du volcan Nyiragongo, par son oxydation, a influé négativement sur la production locale des biens de grande consommation comme les céréales et les légumineuses.
- En 2003, près de 88,8% des produits ont connu une hausse de prix de l'ordre de 0 à 150% à cause de l'insécurité dans les milieux d'approvisionnement, notamment les territoires de Masisi, Walikale, Lubero et Rutshuru où les groupes armés ont semé la terreur et la désolation et les forces rebelles et leurs alliés (celles de l'AFDL et du RCD) élu domicile. La présence de tous ces hommes armés dans ces territoires a encore provoqué des déplacements massifs et répétés des producteurs vers d'autres milieux qui semblaient offrir des conditions minimales de vie acceptables. Par ailleurs, pour 11,11% des produits, les prix sont restés stables et on a même observé une baisse de l'ordre de 56,98% pour certains. Il s'agit du faible pouvoir d'achat dû au manque de ressources financières qui explique cet aspect des choses. On a enregistré par exemple un écoulement très lent de certains produits périssables tels que les produits pharmaceutiques.
- En 2004, la hausse de prix des produits de consommation a été de l'ordre de 57% à cause de la surimposition, la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain (dans une économie dollarisée) et la diminution de l'offre due aux déplacements de la population à cause de l'insécurité perpétrée dans les milieux d'approvisionnement en dépit des efforts de réunification du pays. En effet, la guerre de Kanyabayonga, dans le territoire de Lubero, entre les forces gouvernementales et les forces rebelles du RCD/Goma a occasionné un sérieux déplacement des populations et des perturbations du circuit économique par la chute brutale des activités agricoles, la rareté des produits agricoles à Goma, l'arrêt des échanges entre la partie septentrionale et celle méridionale de la province du Nord Kivu. Par contre, les prix de 19% des produits sont restés stables et ceux de 5% des produits ont baissé à cause de la présence à Goma d'une faible quantité de monnaie.
- En 2005, la hausse des prix de 53,7% s'explique par l'augmentation des droits et taxes à l'entrée pour les produits importés et la diminution des activités agricoles à cause de l'insécurité qui régnait dans les milieux d'approvisionnement en produits locaux. Cette insécurité a encore provoqué l'émigration vers Goma des cultivateurs. Seuls les prix de 5,6% des produits ont baissé à cause de l'insuffisance de la demande. Par contre, pour 40,

7% des produits sous étude, les prix sont restés stables comparativement à ceux de l'année 2004.

- En 2006, la plupart des produits sélectionnés ont été caractérisés par la hausse à cause de l'instabilité du cours de change et l'insécurité généralisée dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale et une partie de Lubero. En effet, vers la fin du mois de janvier et le début du mois de février de cette année, les insurgés commandés par Laurent NKUNDA ont occupé le territoire de Rutshuru ; et en octobre, ils se sont emparés de la cité de Sake dans le territoire de Masisi, après avoir installé leur gouvernement à Kiorirwe. Des combats violents opposant ces insurgés aux FARDC s'ensuivirent et les mutins furent chassés de Sake à la suite d'une intervention des casques bleus de la MONUC. Ces combats ont occasionné de sérieux déplacements des populations craignant pour leur sécurité, tout en perturbant l'activité économique et en créant des pénuries des produits agricoles à Goma.
- En 2007, les principaux facteurs à la base de la hausse des prix sont de trois ordres : la hausse du taux d'impôts et des droits d'entrée sur les produits importés, l'insécurité persistante dans les milieux d'approvisionnement causée par les conflits entre différents groupes armés nationaux actifs dans la province du Nord Kivu ( CNDP, PARECO/FAP, Mai-Mai Kasindien, Mai-Mai Kifuafua, Mai-Mai Vuroondo, Mai-Mai Mongol, UJPS, Mai-Mai Ruenzori, Mai-Mai Simba) et étrangers ( FDLR, Interahamwe).
- En 2008, la hausse de prix est liée à des facteurs endogènes et exogènes. S'agissant des facteurs endogènes, on retient l'insécurité liée à la présence de plusieurs groupes armés en guerre continue aux quatre coins de la province du Nord Kivu. Il s'agit notamment du CNDP, actif dans les territoires de Masisi et Rutshuru, du PARECO/FAP dans les territoires de Rutshuru et Walikale, des mouvements Mai-Mai Kasindien à Lubero et Rutshuru, Mai-ai Kifuafua à Masisi, Vuroondo à Beni, Mai-Mai Mongol à Masisi secteur Nord, UJPS dans le territoire de Masisi, Mai-Mai Ruenzori à Lubero et Mai-Mai Simba dans le territoire de Walikale. Tous ces groupes sèment la désolation et la terreur dans les milieux d'approvisionnement en produits agricoles et provoquent l'exode rural presque au quotidien. Outre l'insécurité, on note la faible production, la détérioration des voies de communication, la spéculation des intermédiaires sur les prix et la multiplication et l'augmentation des impôts et taxes. A part ces facteurs endogènes, il existe d'autres d'ordre exogène justifiant la crise alimentaire à Goma. Il s'agit de l'instabilité du cours du pétrole (augmentation), la crise alimentaire internationale, le faible degré d'intégration économique entraînant des levées des droits et taxes sur les importations dans plusieurs pays. En dépit des efforts de médiation entre le Gouvernement central congolais et le CNDP constatés en fin de cette année, les marchés locaux ont été caractérisés par des pénuries en principaux produits de consommation courante. Cette situation devrait nécessairement entraîner une hausse de prix surtout que les mesures prises par les pouvoirs publics en vue de réglementer les prix ne sont pas bien suivies et respectées à Goma.
- Pendant les deux premiers mois de l'année 2009, les produits agricoles d'origine locale ont en grande partie été caractérisés par une baisse des prix sur les marchés de Goma. Cette situation a résulté de la suppression des taxes prélevées sur certains axes et dans certains villages (de Masisi et Rutshuru surtout) par les pouvoirs rebelles (CNDP et PARECO notamment) sur des biens à destination de la ville de Goma. En effet, depuis le mois de janvier 2009, des accords ont été signés entre le Gouvernement central congolais et les principaux mouvements rebelles du Nord Kivu pour rétablir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de cette province et intégrer les groupes armés rebelles aux forces armées de la République Démocratique du Congo. Cette cessation des hostiles en vue de la restauration de la paix s'est accompagnée de la suppression des barrières érigées par les pouvoirs rebelles et celle des taxes y levées. Cependant, les prix de la braise et des produits animaux restent toujours croissants en dépit de ces efforts de rétablissement de la sécurité au Nord Kivu. Pour de tels produits à cycle de reproduction et végétatif relativement long, même si les conditions sécuritaires peuvent se trouver améliorées, il faudra attendre plus d'une année



pour prétendre à une augmentation de la production locale. Les prix des produits importés sont plutôt caractérisés par des hausses à cause de l'instabilité du cours de change et de l'imposition de ces biens. Pourtant, les pouvoirs publics congolais ont annoncé une certaine volonté de stabiliser le cours de change en le fixant à 600 francs congolais pour un dollar américain. Sur le marché, le cours observé traduit plutôt la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain.

Connaissant ces problèmes, il y a lieu de réfléchir sur les mécanismes de survie de la population de Goma dans pareil environnement.

### **3. SURVIE DES MENAGES PENDANT LA PERIODE DE HAUSSE DES PRIX**

Pour comprendre les mécanismes de survie de la population de la ville de Goma pendant la période de hausse des prix, c'est - à - dire en 2008, nous avons pris au hasard 87 ménages du quartier Katindo en vue de disposer des informations nécessaires à la compréhension de la manière dont ils survivent à partir du mois de mars jusqu'en août de l'année 2008. Cette enquête a eu lieu les 14 et 15 août 2008.

Les informations recueillies concernent :

- L'activité principale du responsable du ménage ;
- La taille du ménage ;
- Le nombre d'enfants du ménage ;
- L'effectif d'autres personnes hébergées par le ménage ;
- La sensibilité de la consommation du ménage à la hausse de prix des produits de première nécessité ;
- Les propositions formulées par les ménages en vue d'amener les pouvoirs publics à contenir la hausse de prix des produits de la première nécessité ;
- Les activités susceptibles d'être entreprises par les ménages en vue de survivre au cas où cette hausse de prix persisterait.

Des 87 responsables de ménages sondés, 12 étaient des fonctionnaires de l'État (non enseignants) et 17 des enseignants. 12 étaient agents des entreprises, 11 agents des Nations Unies ou d'ONG internationales. 3 exerçaient des professions libérales (avocat, médecin), 9 des petits métiers (maçonnerie, menuiserie). 22 étaient des commerçants, 1 était sans activité.

71, donc 81,6% des ménages enquêtés ont des responsables de sexe masculin et 16, donc 18,4%, de sexe féminin. Partant de ces informations, on pourrait penser que ce sont les hommes qui, de par leurs activités, contribuent le plus à la survie de ces ménages. En réalité, leurs revenus sont pour la plupart complétés par ceux que leurs épouses ou enfants tirent des activités du secteur informel, notamment le petit commerce diurne ou nocturne de type ambulante ou non ambulante, la prostitution, la cordonnerie et la maçonnerie. Les activités qui occupent la plupart de nos enquêtés sont le commerce et l'enseignement. Les secteurs public et privé contribuent tous à l'emploi de nos enquêtés. Seul un enquêté de sexe féminin a déclaré ne pas avoir d'emploi et son ménage survit grâce aux apports extérieurs.

La taille moyenne des ménages enquêtés est de 8,2. Certains ménages comportent plus de 10 personnes. Presque tous les ménages enquêtés hébergent plus de deux personnes en plus des parents et des enfants du couple. Les raisons sont nombreuses. On peut retenir la prise en charge de certains proches parents ayant fui les milieux ruraux insécurisés et d'autres sans ressources suffisantes, l'hébergement des élèves ou étudiants issus des familles amies, la présence dans les foyers des élèves en vacances pendant la période de la présente étude et l'hébergement des individus engagés pour effectuer des travaux ménagers. Dans certains cas, des individus préfèrent vivre, momentanément ou pour de bon, dans des familles identifiées comme ayant un rang social élevé ou une bonne organisation.

La réaction des ménages aux variations des prix observées en 2008 a été appréciée en partant des

modifications dans la structure de leur consommation. Pour y parvenir, il a été question de déterminer pour chaque ménage :

- Les aliments totalement ou partiellement abandonnés à cause de la hausse des prix ;
- Les aliments dont la quantité consommée a été revue à la hausse ;
- Les éventuels facteurs à la base du maintien de la même quantité consommée ;
- Les variations des quantités consommées par les membres des ménages ;
- Les variations de nombres des repas offerts à chaque membre de ménage ;
- Les variations dans les dépenses de scolarisation, des soins de santé, de logement, d'énergie et d'habillement par membre de ménage.

Le tableau ci – après présente des informations au sujet de la sensibilité de la consommation des ménages enquêtés à la hausse des prix des biens de première nécessité.

**Tableau 7 : Principaux aliments abandonnés**

Rubriques	Effectif par catégorie socio-professionnelle du responsable															
	A		B		C		D		E		F		G		H	
	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.	Tot	Part.
-Viande	2	5	-	4	-	1	4	5	-	-	4	1	6	7	-	1
-Poisson	1	7	-	2	-	2	3	5	-	-	3	1	5	8	-	1
-Lait en poudre	8	4	2	3	1	-	12	1	-	-	8	1	8	11	1	-
-Pain	9	2	-	1	-	-	11	4	-	-	5	2	7	9	-	1
-Semoule (Maïs)	5	6	-	-	-	-	4	6	-	-	2	1	-	6	-	1

A = Fonctionnaire de l'Etat ;

B = Agent d'entreprises publiques ou privées modernes ;

C = Agent du système des N.U et ONG ;

D = Enseignant ;

E = Profession libérale ;

F = Petits métiers ;

G = Commerçant

H = sans.

Mettant ensemble ces informations, on constate que de 87 ménages, 16 ont totalement abandonné la viande, 12 le poisson, 40 le lait en poudre, 32 le pain et 11 la semoule de maïs. 24 ont partiellement abandonné la viande, 26 le poisson, 20 le lait en poudre, 19 le pain et 20 le semoule de maïs. Donc :

- 46% des ménages enquêtés ont totalement ou partiellement abandonné la consommation de la viande ;
- 44% des ménages enquêtés ont totalement ou partiellement abandonné la consommation du poisson ;
- 69% des ménages enquêtés ont totalement ou partiellement abandonné la consommation du lait en poudre ;
- 59% des ménages enquêtés ont totalement ou partiellement abandonné la consommation du pain ;
- 36% de ces ménages ne consomment plus ou moins de la farine de type semoule de maïs ;

Ce sont les ménages des enseignants, des fonctionnaires de l'Etat et des commerçants qui sont très sensibles aux variations des prix alors que ceux des agents du système des Nations Unies, des ONG et des professionnels libéraux sont presque insensibles à la hausse des prix de ces produits.

**Tableau 8 : Principaux aliments à consommation intensifiée**

Rubriques	Effectif par catégorie socio-professionnelle du responsable							
	A	B	C	D	E	F	G	H
- Haricot	12	11	-	15	-	8	12	-
- Légume (sombe/ Lengalenga)	5	7	1	11	-	7	7	-
- Patate douce	7	1	-	8	-	6	4	-
- Manioc	11	10	-	13	-	9	12	1
- Pomme de terre	6	8	-	11	-	2	7	-
- Banane	7	5	-	7	-	3	4	-
- Riz	6	4	-	8	-	4	2	1

Les ménages ont globalement intensifié la consommation du haricot, du manioc et de la pomme de terre.

Ces biens constituent des produits de base pour les habitants de Goma. Les produits abandonnés apparaissent comme des biens de luxe pour les ménages enquêtés.

Le paradoxe ici est que parmi les biens dont la consommation s'est intensifiée sont ceux dont les prix ont augmenté le plus fortement - tels le manioc ou la banane – tandis que parmi les biens abandonnés il y en a dont les prix n'augmentent que modestement, tel le lait en poudre.

#### **4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS POUR UNE EVOLUTION DES PRIX MAITRISEE ET UN DEVELOPPEMENT DURABLE A GOMA**

La hausse de prix a pour effet la dégradation du pouvoir d'achat et la perturbation des habitudes de consommation de la population de Goma. Plusieurs solutions peuvent être proposées en vue de contenir cette hausse de prix. On retient :

##### **4.1. L'augmentation de la production agricole au Nord-Kivu**

*Préalables :*

- Le rétablissement de la sécurité dans les milieux ruraux du Nord- Kivu :

La sécurité est un préalable au développement. Dès qu'elle sera rétablie au Nord- Kivu, les paysans pourront s'adonner à l'agriculture et à l'élevage et dégager des surplus commercialisables à Goma à prix abordables. Cependant, la commercialisation de ces surplus à des prix globalement satisfaisants suppose la diminution des coûts de production. C'est ici l'occasion de rappeler que les pouvoirs publics -à travers les services territoriaux du Ministère de l'Agriculture- et les ONG devraient encadrer les paysans en leur fournissant des intrants dont ils ont besoin et des variétés à rendements élevés.

- Le renforcement de la coopération entre les populations du Nord – Kivu : un accent particulier devrait être mis sur l'éducation à la paix et la culture de l'esprit de tolérance mutuelle pour une cohabitation pacifique des populations du monde rural congolais.

- La répartition équitable des terres entre les habitants : certains individus possèdent de vastes étendues de terres non exploitées alors que d'autres n'ont presque rien. En procédant à une redistribution équitable des terres, les pouvoirs publics contribueront à la réduction des tensions et des conflits entre les citoyens et à l'amélioration des conditions de cohabitation entre peuples. Car, en fait, le monde rural du Nord Kivu est depuis bien longtemps en proie à des conflits, tensions et contradictions de diverses natures, pour la plupart liés à question foncière. Cette réalité a mis à feu et à sang ces milieux d'approvisionnement, car ceux qui détiennent de vastes étendues de terre (collines, vastes champs, plantations, pâturages) ne voulaient pas cohabiter avec ceux n'en disposant pas. Dans une telle dialectique, le conflit est inévitable et ses conséquences sont dévastatrices de la vie agro-pastorale du Nord Kivu : brusque arrêt des approvisionnements en denrées alimentaires de grande consommation à Goma, déplacements de la main- d'œuvre de suite

des conflits, destruction méchante du bétail et des exploitations agricoles sans oublier certaines unités de production familiale. La plupart des conflits entre paysans tournent autour du balisage des champs. Tout compte fait, la reprise des activités agro-pastorales repose sur un climat de paix, conséquence de l'acceptation mutuelle entre les acteurs ou animateurs du monde agricole. Dans pareil état des choses, il appartient aux pouvoirs publics de rétablir toutes les parties dans leurs droits et occasionner un dialogue franc entre elles en vue de résoudre efficacement les problèmes des terres.

- La disponibilité des informations sur les prix en ville en vue de réduire les marges indûment perçues par les intermédiaires.
- L'amélioration des techniques de production par l'introduction des outils modernes de production.
- La réhabilitation du secteur des transports et des centres de commercialisation en vue d'un bon écoulement des produits agricoles.

#### **4.2.La réduction des tarifs douaniers en vue d'une baisse de prix intérieurs des produits importés.**

A court terme, cette solution prive l'Etat des ressources. Mais à long terme, elle peut permettre d'améliorer le bien-être de la population. En effet, cette réduction des tarifs devrait être progressive et non brutale, en partant des produits essentiels non élaborés localement.

#### **4.3.La maîtrise du cours de change en vue de stabiliser les prix internes et externes**

Les fluctuations du cours de change provoquent des incertitudes et des variations des prix. Les pouvoirs publics devraient s'efforcer de stabiliser le taux de change en vue de réduire les risques dans les transactions et stabiliser les prix, car ces derniers sont en corrélation avec le cours de change.

#### **4.4.L'implantation de petites unités de transformation des produits agricoles en milieu ruraux et urbains du Nord Kivu.**

Cette solution suppose la réunion de capitaux en vue de stimuler les investissements. Ces unités de transformation peuvent permettre de réduire la dépendance extérieure. Par manque ou insuffisance de capitaux locaux, il serait souhaitable de renforcer la coopération extérieure en vue d'attirer des capitaux étrangers nécessaires au processus d'industrialisation. La R.D.C a donc intérêt d'entretenir des relations non -conflictuelles avec d'autres pays en vue d'attirer les investisseurs étrangers.

### **5. CONCLUSION**

Cette étude s'est attachée à présenter l'évolution des prix des produits de première nécessité à Goma de 2001 à 2009 et les mécanismes de survie de la population de cette ville pendant la période actuelle de hausse des prix et de crise alimentaire. L'étude montre que la crise alimentaire que connaît la ville de Goma résulte, d'une part, de la dégradation des conditions locales d'exploitation agricole due à l'insécurité, au manque d'encadrement des populations paysannes, à l'exode rural et la multiplicité des taxes sur les produits offerts dans cette ville, et, d'autre part, les perturbations dans les échanges internationaux qui se manifestent par l'instabilité du prix du pétrole, la dépréciation du franc congolais et l'envolée des prix agricoles. Il est possible de contourner cette crise à Goma. Il appartiendrait aux pouvoirs publics de restaurer la sécurité sur l'ensemble du Nord Kivu, de créer un climat d'entente et de coopération entre toutes les couches de la population de cette province, d'entretenir des relations non -conflictuelles avec d'autres Etats en vue d'attirer des capitaux nécessaires à l'implantation des unités de transformation des produits agricoles et d'accélérer le processus d'intégration économique. Tous ces facteurs sont de nature à provoquer l'augmentation de la production locale et la diminution des prix intérieurs à Goma.

### **III. RESSOURCES NATURELLES CONGOLAISES : ENTRE CRISES LOCALES ET CRISE GLOBALE**

#### **LA CRISE MINIERE ET LE DEBAT ATOUR DU ROLE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES CONFLITS EN RDC**

*Dominic Johnson  
Pole Institute, Goma*

L'opinion généralement répandue est que les ressources naturelles seraient au centre des conflits à l'Est de la RDC. En décembre 2008, le panel de l'ONU sur l'exploitation des ressources naturelles en RDC a essayé encore une fois de lier la guerre au Nord-Kivu au commerce des ressources naturelles<sup>1</sup>. Il a été surtout démontré que les FDLR contrôlent en grande partie le commerce de deux principales ressources : les minerais au Sud-Kivu, qu'il écoule par l'intermédiaire des exportateurs reconnus et légitimes -surtout des opérateurs économiques de Bukavu- et le charbon de bois du parc national des Virunga, qui rapporte des millions de dollars. Le CNDP, selon ce rapport, n'est pas lui-même dans les mines, mais tire beaucoup de revenus de son contrôle du poste frontière de Bunagana où il a réussi à augmenter fortement les recettes.

Mais ces constats ne suffisent pas pour dire que la guerre au Nord-Kivu est une guerre pour les ressources. L'évidence militaire montre qu'on ne se bat pas pour contrôler des ressources, même si on utilise les ressources pour pouvoir se battre. On se bat plutôt pour le contrôle des voies de commerce pour pouvoir taxer les flux de marchandises, qu'il s'agisse des produits miniers, agricoles ou pétroliers. Et cela concerne beaucoup plus les importations que les exportations. Les achats de produits pétroliers rapportent beaucoup plus en matière de taxes que les ventes de minerais. Cela n'empêche pourtant pas que le débat international se focalise sur les mines du Congo et cherche à démasquer des liens cachés qui lieraient l'activité militaire aux flux de commerce frauduleux.

Pour contextualiser ce débat, il convient de rappeler trois réalités.

1. Le secteur minier du Congo est entré dans une crise profonde à cause de la crise économique mondiale, et cette crise risque d'anéantir tous les espoirs de reconstruction du pays.
2. À l'Est du Congo, cette crise a commencé bien avant la crise mondiale et elle a été exacerbée par la crise globale ainsi que la nouvelle guerre, qui a failli tuer toute activité minière au Kivu après une courte période où les réformes ont enfin commencé à prendre. Donc la guerre a approfondi la crise, elle ne sert pas les activités économiques.
3. En contradiction avec cette évolution, on constate un regain d'intérêt pour certains produits miniers du Congo, surtout le coltan. Ceci devrait pousser à travailler d'urgence à une réforme réelle de ce secteur au niveau de l'exploitation et des activités dans les carrières.

#### **1. La crise minière en RDC comme précurseur d'une crise économique plus large**

Les prix de minerais sur le marché mondial ont d'abord fortement augmenté ces dernières années suite à la demande croissante de la Chine surtout, avant que ne se retourne la tendance à la mi-2008, et cela assez brutalement. Rien qu'entre juin et octobre 2008, les prix ont dégringolé: Cassitérite -47%, Cuivre -55%, Zinc -60%, Nickel -68<sup>2</sup>. Cela a fortement réduit l'attraction des mines congolaises comme objets d'investissement.

La crise financière mondiale est un deuxième facteur important. Elle a renchéri les coûts des

---

<sup>1</sup> Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of Congo, Security Council Committee established pursuant to resolution 1533 (2004), doc. S/2008/773, 12 December 2008

<sup>2</sup> MoneyWeb, 28.10.08

capitaux et resserré les conditions d'octroi de crédits aux multinationales et entreprises minières à travers le monde. La plupart des comptoirs de la RDC ont fermé leurs portes et le Katanga et le Kasai ont été les premiers touchés. Déjà début novembre 2008, à Likasi au Katanga il ne restait qu'un seul comptoir sur 15, à Kolwezi moins que la moitié sur 21<sup>3</sup>. 200.000 creuseurs ont perdu leurs emplois<sup>4</sup>. Les prix de l'hétérogénéité ont été divisés par 3, voire par 6<sup>5</sup>.

En réaction, les taxes à l'exportation pour les minerais ont été progressivement réduites par le gouvernement pour atteindre 1%<sup>6</sup>. Le gouvernement congolais a, en plus, promis de revisiter ses taxes minières tous les trois mois<sup>7</sup>. Le même constat de crise vaut pour le diamant. Récemment, un journal congolais a publié un reportage titré „Fauchés par la chute de prix des minerais, les négociants de diamant se convertissent en acheteurs des gibiers sur la route de Bafwasende“<sup>8</sup>.

Aujourd'hui, tout le secteur minier du Congo est en pleine crise, ce qui a profondément bouleversé l'économie congolaise dans son entièreté et brusquement assombri les perspectives de croissance et de reconstruction du pays. Les prévisions de croissance pour 2009 ont fondu de 9% à moins de 5% à cause de la chute des revenus miniers, et en février 2009 le gouvernement a annoncé que le budget de 4 milliards de \$ voté pour l'année- largement supérieur par rapport aux 3.5 milliards de \$ votés pour 2008- devrait être réduit d'un quart<sup>9</sup>. Les réserves de change ont presque disparu, passant de 225 millions de \$ US en avril 2008 à 36 millions début février 2009, ce qui couvre moins d'un jour des importations congolaises<sup>10</sup>. Le taux d'intérêt de la banque centrale BCC a été relevé trois fois dans quelques semaines, passant de 28% à 66% entre début décembre 2008 et février 2009<sup>11</sup>. On a aussi assisté à une chute de la monnaie nationale, ce qui a entraîné le développement de l'inflation. D'un coup, tous les clignotants de l'économie sont au rouge et selon des observateurs, il n'est même pas à exclure que la RDC se retrouve en faillite.

## **2. Les difficiles progrès des réformes minières à l'Est du Congo**

Sans nier la réalité du contexte global défavorable, il ne faut pas oublier que bien avant la crise économique mondiale – qui a fait chuter la demande des minerais du Congo – la crise du secteur minier de la RDC a été accentuée par des facteurs locaux et surtout politiques – ce qui a fait chuter l'offre des minerais congolais. Cela veut dire que même dans le cas d'une relance de l'économie mondiale, le secteur minier congolais ne se remettra pas automatiquement. Il faudra une volonté politique pour bien exécuter les réformes qui s'imposent, dont certaines ont déjà été amorcées mais pas portées à leur terme.

L'incertitude sur la légalité des concessions, des permis et des licences a insécurisé le secteur pendant des années et empêché l'émergence d'un secteur minier légal bien organisé. Le contournement des règles et des exigences souvent illégales du pouvoir public fait quasiment partie de l'activité minière.

Cela n'empêche que, depuis nos recherches de 2007 sur les causes des pratiques frauduleuses dans le commerce, certaines choses ont évolué dans le bon sens.

### ***La proportion des exportations déclarées de cassitérite a fortement augmenté.***

Selon nos recherches, jusqu'à 70% des exportations de cassitérite, du Nord-Kivu, de loin le produit d'exportation le plus important, passaient par la fraude - principalement afin d'échapper à une

---

<sup>3</sup> Bloomberg, 5.11.08

<sup>4</sup> TAZ, 2.1.09

<sup>5</sup> Syfia, 15.1.09

<sup>6</sup> Arrêté interministeriel du 2.12.08

<sup>7</sup> Miningmx, 10.2.09

<sup>8</sup> La Référence Plus, 6.1.09

<sup>9</sup> Reuters, 10.2.09

<sup>10</sup> Reuters, 12.2.09

<sup>11</sup> ibid.

taxation lourde, elle-même parfois illégale et arbitraire. Cette situation a changé. Tandis que les exportations déclarées de cassitérite s'élevaient à 2.904 tonnes en 2006 (selon la Division provinciale des Mines et Géologie), l'année 2007 a vu une progression à 10.175 tonnes, suivie par une augmentation à 13.310 tonnes en 2008, comme le montre le tableau suivant:

***Statistiques d'exportations officielles de cassitérite et coltan<sup>12</sup>***

An	Cassitérite (en tonnes)	Coltan (en tonnes)
2001	550	90
2002	497	28
2003	938	26
2004	4672	42
2005	3599	26
2006	2904	39
2007	10175	74
2008	13311	85

Il ne fait pas de doute que cela correspond non pas à une augmentation brusque de la production, mais plutôt à une régularisation forte des activités des comptoirs d'exportation. Ceci, à en croire les responsables du secteur, est dû à l'action du gouvernement provincial qui a fermé certaines petites voies de sortie illégales entre les villes de Goma et Gisenyi en 2007, mais aussi à la prise de conscience des opérateurs économiques qu'il vaut mieux intégrer la légalité et ensuite peser sur l'évolution de la politique minière que de se cacher dans une illégalité qui empêche toute participation aux processus de réforme.

***Les taxes d'exportations de minerais ont fortement baissé.***

Dans nos recherches, on avait démontré que la taxation de l'exploitation et de la commercialisation des produits miniers était anormalement lourde et que cela favorisait l'évasion fiscale et la fraude. L'entrée d'une grande partie du commerce des minerais dans la légalité s'est faite en parallèle avec une baisse des taxes consécutive à la pression des opérateurs économiques du secteur. Le 19 juillet 2008, les opérateurs économiques du secteur minier du Nord-Kivu ont suspendu leurs activités sur toute l'étendue de la province pour protester contre une décision gouvernementale de relever la mercuriale de l'OFIDA de 4 \$/kg à plus de 14 \$/kg pour se mettre en harmonie avec les prix mondiaux, en dépit d'une suspension de cette mesure décidée par le gouvernement de la province le 23 juillet<sup>13</sup>. Finalement, le 22 août, le gouvernement a tranché en abaissant les taux de taxes à 3%, dont 1% pour les services, 1% pour les EAD et le reste en redevances et divers<sup>14</sup>. Le 2 décembre, les taxes ont encore été révisées à la baisse et ramenées à 1%<sup>15</sup>. Aussi le régime de paiement a été simplifié dans le sens que l'exportateur ne paie plus une série de petits montants à des services différents mais que le paiement total est réparti entre services au sein de l'administration. Ceci encourage et facilite le commerce légitime. Il paraît que les opérateurs économiques ont pris le choix d'intégrer les règles pour ensuite pouvoir les réformer dans leur sens, plutôt que de les laisser intactes et ensuite les ignorer.

<sup>12</sup> Données de la Division provinciale de Mines et Géologie, février 2009

<sup>13</sup> Le Potentiel, 6.8.08

<sup>14</sup> Arrêté interministeriel du 22.8.08

<sup>15</sup> Arrêté interministeriel du 2.12.08

***Le régime de douane forfaitaire dans le Grand Nord du Nord-Kivu, hérité du temps de la rébellion RCD-K/ML, a été aboli.***

Dans nos recherches, on avait remarqué que les biens d'importation qui entraient au Nord-Kivu par le poste frontalier de Kasindi, dans le Grand Nord à la frontière avec l'Ouganda, étaient soumis à un régime de douane plus léger et favorable aux commerçants, avec tarifs forfaitaires et manque d'inspection. Cet état de fait avait été hérité de l'époque où cette région était sous contrôle du mouvement rebelle local, le RCD-K/ML, étroitement allié avec les commerçants du Grand Nord, ce qui rendait les commerçants de la région de Goma peu compétitifs et les incitait à la fraude à l'importation. Depuis avril 2008, ce régime n'existe plus et les services à Kasindi appliquent les règles en vigueur dans le reste de la RDC.

***La présence des services non autorisés sur les frontières est en train de prendre fin.***

Dans nos recherches, on avait montré que depuis des années, les services de l'État eux-mêmes ignorent les dispositions légales qui limitent le nombre des services autorisés à intervenir sur les frontières à quatre – en réalité, il y en avait plus de 20. L'expérience du poste-frontière de Bunagana, qui était sous contrôle des rebelles du CNDP entre octobre 2008 et janvier 2009, semble avoir fait tache d'huile. Pendant cette période, le mouvement rebelle a réalisé une augmentation spectaculaire de ses recettes tout en mettant de l'ordre dans les services. À l'occasion de la reprise et la réouverture officielles de Bunagana par les autorités gouvernementales le 1<sup>er</sup> février 09, seuls les services autorisés y ont repris place, et le 31 janvier, les services non autorisés ont été officiellement chassés de la Grande Barrière à Goma. Déjà le 22 novembre 2008, par arrêté ministériel, le nombre de services autorisés à assister à l'enfûtage des minerais avait à son tour été limité à cinq<sup>16</sup>. Il reste à voir si ces mesures vont continuer à être suivies ou si ce n'est qu'exceptionnel, à la suite de la situation d'exception aux les frontières à cause de la collaboration militaire entre la RDC et le Rwanda.

***Les opérateurs économiques et les administrations publiques ont mis en place un cadre de dialogue.***

Suite à la signature par le gouvernement congolais de l'Accord de Transit pour le Corridor Nord qui permet aux officiels congolais de participer aux discussions sur le développement du corridor de transit qui lie l'Est du Congo au port kenyan de Mombasa à travers l'Ouganda et le Rwanda, il existe officiellement à Goma un « Comité National de Facilitation du Commerce et du Transit » (CNFCT) depuis le 27 juin 2008. Côté administratif, il réunit des représentants du gouvernement provincial, des ministères provinciaux des finances et des transports, de la plupart des divisions provinciales, de la mairie de Goma, de la direction provinciale de la BCC, des services de police, des renseignements et des migrations, de l'OFIDA, de l'OCC, de l'OGEFREM, de la SONAS et du programme national de l'hygiène. Les entrepreneurs y sont représentés par la FEC, les transporteurs, les transitaires, l'Office national du Café, et les déclarants en douane. Le Parquet de Goma et les FARDC peuvent assister aux assises à titre d'observateurs. Le Comité est présidé par la FEC et le secrétariat est assuré par l'OGEFREM. Il se réunit régulièrement et ses décisions sont consultatives<sup>17</sup>. Les CNCFT existent aussi à Bukavu, Beni et Bunia.

***Dans les carrières et les mines elles-mêmes, les réformes sont moins visibles.***

Les tentatives de mettre de l'ordre dans le secteur sont restées lettre morte au niveau de l'exploitation dans les mines. En février 2008, le gouvernement avait décidé la fermeture de la mine de cassitérite de Bisie au Nord-Kivu, où la 85<sup>e</sup> brigade des FARDC exploite en toute tranquillité les minerais et taxe creuseurs et négociants sans être inquiétée<sup>18</sup>. La délocalisation des comptoirs de la

<sup>16</sup> Administration (ou Division) des Mines; Saesscam; CEEC; OFIDA; OCC (Arrêté du Ministère des Mines No 0534 du 22 novembre 2008)

<sup>17</sup> Règlement Intérieur du CNCFT/Goma, 27 juin 2008

<sup>18</sup> Voir Pole Institute, Regards Croisés no 19, „Rules for Sale“/ „Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs“, 2007



frontière, l'implantation de bureaux de comptoirs agréés dans toutes les localités où s'effectuent les achats de minerais, la certification d'origine des minerais congolais, l'installation d'unités de traitement au Congo dans un délai de 6 mois, la publication des paiements de taxes et impôts (PWYP), le rapatriement des devises d'exportation et l'assainissement du régime des taxes et du système des redevances sont autant de mesures qui ont été initiées par le gouvernement central. Sans grand effet: le ministre des mines, venu à Goma pour annoncer tout cela, n'a même pas pu accéder à Bisie – faute de transport et du fait que la Monuc refusait de le prendre pour raisons de sécurité – et aucun processus de suivi n'avait été instauré. Par la suite, les investisseurs sud-africains de MPC (Mining Processing Congo), qui avaient obtenu des droits à Bisie, ont abandonné leurs tentatives de les faire valoir et ont préféré s'investir dans l'exploitation des mines du Rwanda, qui connaît un essor remarquable de son industrie minière.

Les tergiversations du gouvernement congolais en ce qui concerne la fameuse « revisitation des contrats miniers » avec les détenteurs des concessions minières n'ont pas aidé à la stabilisation non plus. C'est un processus en cours depuis la transition, mais il n'a toujours pas abouti. Le 7 janvier 2009, l'Assemblée nationale a donné 60 jours au gouvernement pour en finir<sup>19</sup>. À l'occasion de la rencontre annuelle de l'industrie minière africaine au Cap en février 2009, le gouvernement congolais a annoncé que sur 61 contrats examinés, l'exercice était terminé pour 55 et 16 d'entre eux devaient être annulés<sup>20</sup>.

La guerre à l'Est a déstabilisé davantage le secteur et fait souffrir les exportateurs. Le 3 septembre 2008, la Commission Nationale des Mines de la FEC a été conviée au Ministère du Budget pour une réunion pendant laquelle le Ministère des Finances a fait part d'un « besoin conjoncturel de l'État de disposer d'un certain montant de recettes ». On demandait à la FEC de « pré-financer l'équivalent d'un mois de leurs impôts – sorte de 13<sup>e</sup> mois », à rembourser début 2009<sup>21</sup>.

Mais, comme le prouvent les tergiversations autour des mines de Bisie, la crise de la filière cassitérite ne date pas de la guerre. Le flou juridique autour des mines de Bisie et le fait que des éléments armés contrôlent une partie du commerce font que la filière a du mal à s'assainir et à s'établir dans la transparence et la légalité.

### **3. Un nouvel avenir pour les mines du Nord-Kivu?**

Que la guerre au Nord-Kivu ait une influence considérable sur les cours mondiaux ne fait pas l'ombre d'un doute. La baisse du prix de la cassitérite est arrivée à son terme avec la guerre d'octobre 2008. Du 27 au 31 octobre, dans les jours où les rebelles menaçaient de prendre Goma, le prix a augmenté de 31%<sup>22</sup>. Il devenait clair que la filière d'exportation de la cassitérite n'avait aucun intérêt à ce que Nkunda prenne Goma. Cela aurait fait tomber tous les comptoirs dans l'illégalité et les aurait exposés aux sanctions internationales s'ils exportaient à partir d'un territoire rebelle.

Il faut distinguer le contrôle des mines du contrôle des exportations. Les mines peuvent être entre les mains de groupes armés sans que cela ait une incidence sur la légalité du commerce d'exportation, et c'est un fait que la plupart des mines de l'Est sont sous le contrôle des militaires ou des groupes armés. Mais le contrôle des filières et du commerce transfrontalier est autre chose. Il faut en plus se demander si les exportateurs ont le choix d'acheter du matériel „propre“. Le rapport de l'ONU, qui a épinglé certains commerçants pour acheter de l'or à partir de territoires contrôlés par les FDLR, a clairement posé ce problème. Les opérations conjointes contre les FDLR au Nord-Kivu, qui auraient permis la reprise du contrôle de Bisie et de toutes les mines du Nord-Kivu par le gouvernement congolais, vont sans doute lever une grande partie des doutes en ce qui concerne l'origine „légale“ des minerais exportés à partir de l'Est du Congo. Mais il reste à vérifier si les conditions d'exploitation et de commercialisation des minerais vont s'améliorer aussi.

Le coltan du Congo est en train de redevenir intéressant et ce sera un cas d'école pour tester si la

---

<sup>19</sup> ACP 7.1.09

<sup>20</sup> Miningmx, 10.2.09

<sup>21</sup> Communication de la FEC, 4.9.08

<sup>22</sup> Reuters, 30.10.08

RDC est capable de monter une filière minière qui est reconnue est acceptée tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Le commerce du coltan était, en 2000-01, apparu comme le cas d'école du contraire, en consacrant l'exploitation « illégale » des richesses naturelles du Congo au profit des seigneurs de guerre, même si en réalité il ne s'agissait que des tentatives des paysans du Kivu de trouver de quoi vivre après la destruction des circuits de commerce agricole par la guerre<sup>23</sup>. Depuis lors, le coltan congolais était couvert d'opprobre international et cela, conjugué à la chute des prix mondiaux du tantale, l'a éliminé du marché global. Mais depuis 2008, toutes des conditions sont de nouveau réunies pour un nouveau « boom du coltan » en RDC.

La part de l'Afrique dans la production mondiale de tantale est passée de 16% à 37% entre 2006 et 2008, coïncidant avec une chute de 61% à 30% de ce minerai en Australie, leader mondial<sup>24</sup>. L'Afrique Centrale était censée produire 900.000 lb en 2008, dont une majorité proviendrait de la RDC et serait consommée principalement par la Chine<sup>25</sup>

Trois compagnies consomment 70% de la production mondiale de tantale: Cabot (USA), HC Starck (Allemagne/USA), Ningxia (Chine)<sup>26</sup>. Les stocks américains, dont la vente a contribué à casser les prix en 2001, sont totalement épuisés depuis début 2007<sup>27</sup>, ainsi que les stocks européens<sup>28</sup>. Donc la production primaire devient plus importante encore et les prix sont orientés à la hausse. Il est prévu que les prix de tantale pourraient augmenter de 80 à 85% en 2009<sup>29</sup>.

La plus grande impulsion pour redémarrer la spéculation autour du coltan vient de l'Australie. Le 26 novembre 2008, le leader mondial Talison, successeur de l'entreprise Sons of Gwalia, qui contrôle 52% de la production mondiale<sup>30</sup>, a fermé la mine de tantale la plus grande du monde à Wodgina, qui produit plus que 30% de la production mondiale (1.3m lb), pour réduire ses coûts. La raison avancée était que le tantale de Wodgina ne pouvait pas rester en compétition avec le tantale moins cher, notamment celui de la RDC, qui « est souvent produit dans l'illégalité ou sans regard aux conditions de santé, sécurité, environnement et de travail... Les revenus du tantale de la RDC sont censés financer des milices »<sup>31</sup>. Et le PDG de Talison, Peter Robinson, d'argumenter: « Sans les livraisons de Talison, la majorité de la production mondiale de tantale viendra de producteurs irréguliers et non fiables des régions instables, notamment de la RDC »<sup>32</sup>. La firme allemande HC Starck (vendu par son propriétaire Bayer à des investisseurs américains en 2007), qui avait un contrat en exclusivité pour la production de Sons of Gwalia, a regretté cette fermeture, en la liant explicitement au tantale du Congo. Selon lui, la pression sur les coûts de production conduit les entreprises à acheter le moins cher possible, et « il est évident qu'avec les prix actuels, des entreprises sérieuses comme Talison ne peuvent pas concurrencer les commerçants sans scrupules qui ne sont pas capables d'offrir des bénéfices économiques aux artisans et aux populations locales »<sup>33</sup>. Il a été rapporté que la fermeture était avant tout un moyen de chantage des Australiens pour forcer les clients à accepter des prix plus élevés. Mais la fermeture n'en est pas moins réelle depuis décembre 2008.

Les experts estiment que le coltan congolais et rwandais devient donc de plus en plus intéressant. Selon l'analyste et expert Dennis Zogbi, la Chine est en train d'augmenter ses achats de coltan à partir de la RDC et du Rwanda depuis 2007. Ce dernier pays a fortement augmenté ses recettes

---

<sup>23</sup> Voir Pole Institute, Regards Croisés No 7, „The Coltan Phenomenon / Le coltan et les populations du Nord-Kivu“, 2002

<sup>24</sup> Wirtschaftsnews & Rohstoffe, 3.11.08; Istock Analyst, 13.1.09

<sup>25</sup> ibid.

<sup>26</sup> Reuters, 26.11.08

<sup>27</sup> Istock Analyst, 13.1.09

<sup>28</sup> Talison presentation

<sup>29</sup> Reed Business Information, 6.11.08

<sup>30</sup> Dennis Zogbi, 30.6.08

<sup>31</sup> Press release, 26.11.08

<sup>32</sup> Press release, 26.11.08

<sup>33</sup> Press release, 26.11.08

d'exportation de minerais, atteignant 93 millions de \$ en 2008<sup>34</sup>, comparativement aux 12 millions \$ de 2003<sup>35</sup> et aux 60 millions de 2007<sup>36</sup>.

L'institut allemand de géosciences et ressources naturelles (Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, BGR) est en train de développer un certificat d'origine pour le tantale. Selon le BGR, « une certification de la filière de tantale serait recommandable surtout pour l'industrie électronique allemande à cause de la structure particulière des livraisons allemandes où une grande partie des importations proviennent des pays en développement » - contrairement aux Etats-Unis<sup>37</sup>. Il a déjà identifié 600 formes différentes de coltan et, depuis septembre 2008, un projet pilote de 18 mois est en cours au Rwanda pour certifier l'origine et les conditions d'exploitation du coltan rwandais. Starck est très intéressé par l'initiative et est déjà en partenariat avec les investisseurs allemands dans les mines du Rwanda pour pouvoir importer du coltan « propre ». Un deuxième projet pilote entre l'Allemagne et la RDC avec l'appui de la BGR et la GTZ (coopération technique allemande) pour développer des certificats d'origine pour le coltan et la cassitérite congolaise commencera au cours de l'année 2009 pour une période de trois ans, avec comme point de départ le Sud-Kivu<sup>38</sup>.

Le principal problème serait que les vérifications d'origine coûtent tellement cher et les équipements nécessaires seraient tellement sensibles que leur utilisation régulière au Congo n'est pas réaliste pour le moment. Le travail va se donc pencher d'abord sur la réforme de la filière de commercialisation, pour assurer la transparence des flux financiers. Mais si la nouvelle donne créée par les „opérations conjointes“ contre les FDLR au Kivu s'avèrent vraiment comme ayant donné des résultats probants en ce qui concerne le contrôle des mines et des voies de commerce, il est possible que les minerais congolais vont rapidement entrer dans un système de certification. De toute façon, des concessions d'exploration pour le coltan ont déjà été délivrées, notamment à la société Shamika, propriétaire du groupe canadien X Ore Resources<sup>39</sup>, qui a de grandes concessions au Kivu. Le coltan de Manono au Nord-Katanga serait aussi concerné par de telles tentatives. La régularisation de la situation autour des mines de cassitérite de Bisie devrait intervenir bientôt, après la restauration officielle de l'autorité de l'État dans cette zone.

Il se profile donc à l'Est du Congo un nouveau défi minier, qui est en même temps une opportunité remarquable et un risque majeur. Il incombe aux populations des zones minières de l'Est de faire valoir leurs intérêts pour que tout nouvel essor minier dans leurs régions ne passe pas encore une fois au-dessus de leurs têtes.

---

<sup>34</sup> New Times 15.1.09

<sup>35</sup> New Times 17.11.08

<sup>36</sup> The Monitor, 27.5.08

<sup>37</sup> BGR, étude de base „Zertifizierte Handelsketten im Bereich mineralischer Rohstoffe“, avril 2007, p.66

<sup>38</sup> Informations officielles BGR et GTZ

<sup>39</sup> Press release, 11.11.08

## CONCLUSION GENERALE

*Onesphore Sematumba*

*Pole Institute*

Crise financière, crise alimentaire, crise des ressources ou ressources de la crise constituent, en définitive, les facettes d'une même réalité : c'est l'économie, dans sa globalité, qui est malade. Partie très vite des pays les plus riches, les Etats-Unis en tête, la crise financière s'est transformée en une pandémie à l'échelle planétaire, alors que les pays pauvres se croyaient à l'abri du fléau, pour la simple et mauvaise raison que leurs systèmes financiers étant « marginaux », ils seraient à l'abri des effets de cette crise des riches. Mais très rapidement, la crise financière mondiale est devenue une crise économique globale ; les individus comme les sociétés ont drastiquement réduit leurs consommations et du coup, l'argent a cessé de circuler ! Les ressources naturelles brutes, principalement minières, sur lesquelles nombre des pays pauvres –dont la RDC- fondent leurs espoirs de développement, sont devenues du jour au lendemain moins attrayantes, les investisseurs en manque de liquidité ont plié bagages les uns après les autres, laissant les gouvernants face à des économies en berne. Les populations, quant à elles, restent face aux défis de la survie, dans un contexte de manque généralisé : manque de travail, manque de nourriture, manque de repères ! « Ils ne meurent pas tous, mais ils sont tous frappés », pour paraphraser le poète.

La crise étant mondiale, la tendance serait de dédouaner tout le monde, dans cette logique invraisemblablement répandue qui veut que si tout le monde a tort, tout le monde a raison !

Cependant, si nous voulons nous en sortir de façon durable, nous avons le devoir de faire une analyse sans complaisance de la crise globale dans laquelle la RDC en général, et la province du Nord Kivu en particulier, est tombée pieds et poings liés. Cet exercice, les participants à l'atelier du 20 janvier 09 l'ont fait et ils ont identifié un certain nombre de problèmes ou de défis qui relèvent respectivement du politique, de l'économique et du culturel.

Sur le plan politique général de la RDC, l'insécurité tant physique causée par les conflits armés que juridique du fait de la législation de l'exploitation des ressources et de leur commercialisation constitue un frein à l'activité économique et contribue à la crise.

Sur le plan économique, la focalisation des gouvernants sur les ressources minières comme levier du développement alors que le pays regorge des richesses diversifiées devait être rapidement battue en brèche. La province du Nord Kivu, longtemps appelée le grenier de la RDC, pourrait encore jouer ce rôle si l'insécurité qui y est devenue chronique était jugulée définitivement. Si l'on veut faire de « l'agriculture la priorité des priorités », la mère des priorités serait que les paysans de Masisi, Rutshuru et Lubero redeviennent des producteurs, en quittant les villes assiégées par la misère et les camps des déplacés gérés par les humanitaires. Un autre phénomène devenu courant dans les villes est cette prolifération des COOPEC qui sont de plus en plus perçues par leurs initiateurs et leurs membres comme des voies magiques d'enrichissement. Les COOPEC joueraient, dans l'imaginaire collectif, le rôle que jouent dans d'autres contextes les églises de réveil. Face à la crise générale de l'épargne constatée en RDC depuis les années Mobutu, ces épargnes de la crise sont censées donner des réponses directes et immédiates aux problèmes du moment. Mais comme il arrive souvent, le réveil est terrible, comme ce fut le cas avec DUTCH, quelques années seulement après que quelques Congolais du Nord Kivu avaient été victimes d'une escroquerie pyramidale du nom de PENTAGONO. Sommes-nous encore dans l'économique, me direz-vous, lorsque nous parlons de réponses des gens face aux défis de leur histoire et de l'Histoire ?

En réalité, dans un contexte de crise comme celui dont nous parlons, le politique et l'économique sont interdépendants, dans la mesure où, si les gouvernants n'ont pas de vision pour anticiper les défis économiques, ces derniers apparaîtront à juste titre comme des symptômes d'un déficit de gouvernance. Et les citoyens, victimes de cet état de fait, déboussolés, essayeront, par tous les moyens, des voies de s'en sortir. Et les premières empruntées ne sont pas toujours les meilleures.

Pole Institute se propose de continuer la réflexion autour de cette problématique si complexe de crise, sous toutes ses dimensions, avec en ligne de mire l'identification des « poches d'efficacité » pouvant entrouvrir une fenêtre pour la réduction des impacts de cette crise sur les populations ordinaires.

Goma, mars 09

*Onesphore SEMATUMBA*

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.